

**République du Sénégal**

.....  
Un Peuple-Un But-Une Foi

**Décret n° 2017-1353**  
**ordonnant la présentation à**  
**l'Assemblée nationale du projet**  
**de loi suivant :**

- projet de loi portant loi de règlement pour l'année 2015.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

**Vu** la Constitution,

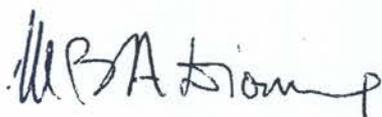
**DECRETE :**

**Article premier.-** Le projet de loi dont le texte est annexé au présent décret, sera présenté à l'Assemblée nationale par le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

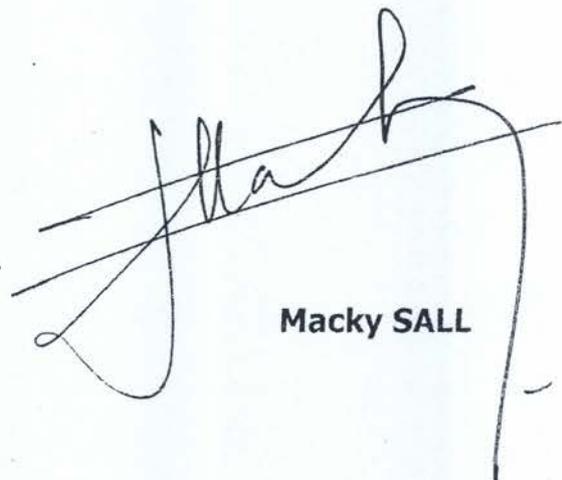
**Article 2.-** Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et le Ministre du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le **16 juin 2017**

Par le Président de la République  
Le Premier Ministre



**Mahammed Boun Abdallah DIONNE**



**Macky SALL**

**RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

**XII<sup>ÈME</sup> LÉGISLATURE**

**SESSION ORDINAIRE UNIQUE 2016-2017**

**RAPPORT**

**FAIT AU NOM DE**

**LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE,  
DES FINANCES, DU PLAN ET DE LA  
COOPERATION ECONOMIQUE**

**SUR**

**LE PROJET DE LOI N°15/2017 PORTANT LOI  
DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2015**

**PAR**

**M. PAPA ABDOU KHADIR MBODJ**

**RAPPORTEUR GENERAL**

**Monsieur le Président,  
Messieurs les Ministres,  
Mes chers Collègues,**

La Commission de l'Economie générale, des Finances, du Plan et de la Coopération économique s'est réunie le samedi 24 juin 2017, sous la présidence de Monsieur Babacar DIAME, Président de ladite Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 15/2017 portant loi de règlement pour l'année 2015.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et Monsieur Birima MANGARA, Ministre délégué chargé du Budget, accompagnés de leurs principaux collaborateurs.

Ouvrant la séance, Monsieur le Président a, au nom de la Commission, d'une part, et de l'ensemble de la Représentation nationale, d'autre part, présenté à Monsieur le Ministre leurs sincères condoléances, suite au rappel à Dieu de sa vénérée mère, souhaitant qu'Allah le Tout Puissant l'accueille en son paradis, en ce mois béni de Ramadan.

Il lui a ensuite adressé ses chaleureuses félicitations ainsi qu'à tous ses collaborateurs pour l'excellent travail accompli par son département, surtout dans la recherche de financements nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par le Chef de l'Etat dans le cadre du PSE. Il lui a renouvelé l'engagement et la disponibilité de la Représentation nationale à l'accompagner pour la réussite des missions dévolues à son département.

Il l'a ensuite invité à décliner l'exposé des motifs sous-tendant le projet de loi n°15/2017.

A l'entame de son propos, Monsieur le Ministre s'est dit ému devant tant de sollicitude de la part de la Représentation nationale, tout en louant la disponibilité constante de cette dernière pour tout ce qui a trait à la réalisation des grands projets du Chef de l'Etat.

Il a exprimé l'intérêt particulier d'un tel projet de loi relatif à l'exécution des autorisations accordées à l'Exécutif par le Parlement. Il rendra, ensuite, un vibrant hommage à la Cour des Comptes, avant de rappeler les motivations fondant la décision du Gouvernement de présenter ledit projet de loi :

Le projet de loi de règlement (PLR) pour la gestion 2015 est pris en application des dispositions de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances et du décret portant Règlement général sur la Comptabilité Publique.

La loi de règlement a pour vocation de rendre compte de l'exécution des opérations budgétaires, arrêtées par les lois de finances initiale et rectificative de l'année 2015 lors des projets de budget approuvés par les Députés.

Ainsi, il s'agit d'un exercice de reddition des comptes qui revêt une importance particulière pour Monsieur le Président de la République. En effet, le sens de la loi de règlement est de garantir la sincérité et la régularité des comptes, gage de transparence sur la situation financière de l'Etat, vis-à-vis des Députés, des citoyens, des Partenaires Techniques et Financiers et des observateurs internationaux.

Pour la gestion 2015, Monsieur le Ministre signalera tout d'abord que le projet de loi de règlement a été élaboré et déposé à la Cour des Comptes à bonne date (30 juin 2016), conformément aux engagements pris dans le cadre du programme économique et financier appuyé par l'Instrument de Soutien à la Politique Economique (ISPE).

Au demeurant, il rappellera que la Cour des Comptes, à la réception du projet de loi de règlement, **établit un rapport portant sur la régularité des opérations budgétaires et formule ou non une déclaration de conformité entre les écritures de l'ordonnateur et celles des comptables publics.**

A ce titre, dans le cadre de ce contrôle non juridictionnel, la Cour des Comptes a effectivement communiqué un rapport provisoire le 06 février 2017 contenant 35 observations. Celles-ci ont fait l'objet d'examen et de réponses par les services techniques du Ministère chargé des Finances et ont été discutées lors de la séance contradictoire tenue à la date du 16 février 2017.

Aux termes de ces échanges techniques, la Cour des Comptes, étant convaincue de la plupart des réponses formulées par les services techniques du Ministère, a retiré une bonne partie des observations de son pré-rapport, ce qui signifie, en termes clairs que les observations y relatives sont devenues sans objet.

**Concernant les autres observations, Monsieur le Ministre précisera qu'elles ne portent nullement sur une quelconque irrégularité, mais sont relatives essentiellement aux points techniques suivants :**

- la comptabilisation des remboursements du capital des prêts rétrocédés en recettes du budget général ;
- la différence de points de vue sur le mode de comptabilisation du solde débiteur du compte spécial « Fonds National de Retraite » ;

-l'absence de réalisations en recettes et en dépenses, pour le compte " opérations à caractère industriel et commercial des armées " en 2015.

Pour ce qui concerne la déclaration générale de conformité, il convient de rappeler qu'aussi bien pendant la **période d'apurement accélérée (gestion 1987 à 2010 )**, qui ouvre la possibilité d'instruire plusieurs lois de règlement dans l'année que pendant celle d'instruction normale, démarrée avec la **gestion 2011, la Cour des Comptes n'a jamais formulé une déclaration de conformité en raison de la non production du compte administratif de l'ordonnateur.**

Ainsi, c'est sous le magistère de Monsieur le Président de la République, son Excellence Macky Sall, que le Sénégal a franchi un pas important en matière de reddition des comptes publics avec la production, pour la première fois en 2014, du compte administratif de l'ordonnateur.

A ce titre, c'est uniquement en 2014 que la Cour des Comptes a déclaré conformes les écritures des comptes de gestion des comptables principaux du Trésor et le compte administratif de l'ordonnateur.

Pour la gestion 2015, le compte administratif de l'ordonnateur, deuxième de son genre, est produit et déposé à la Cour des Comptes lui permettant d'opérer les rapprochements avec les comptes des comptables publics.

Sous ce rapport, la Cour des Comptes a déclaré conformes les écritures du Compte Général de l'Administration des finances et du compte administratif de l'ordonnateur, une nouvelle fois, pour la gestion 2015.

Les opérations budgétaires de l'année 2015 se caractérisent par un niveau satisfaisant de recouvrement des recettes et une exécution prudente des dépenses.

Globalement ,les recettes recouvrées au titre du budget général sont arrêtées à 2661,501 milliards de francs CFA et sont composées, pour l'essentiel , des recettes fiscales et non fiscales ( 1672,584 milliards de francs CFA), des dons budgétaires (21,681 milliards de francs CFA), des recettes exceptionnelles (104,526 milliards de francs CFA) des remboursements de prêts rétrocédés (4,487 milliards de francs CFA), des bons du Trésor (91,750 milliards de francs CFA), des emprunts (339,857 milliards de francs CFA), des appuis budgétaires d'un montant de 29,464 milliards de francs CFA et des tirages des projets financés sur ressources extérieures de 397,152 milliards de francs CFA.

Ainsi, les **recettes** se sont accrues de 6,3% (contre 5,27% en 2014) passant de 2148,55 milliards de francs CFA en 2014 à 2661,501 milliards de francs CFA en 2015.

Quant aux **dépenses** du budget général, elles sont exécutées à hauteur de 2821,298 milliards de francs CFA et ont progressé de 8,2% par rapport à 2014.

Elles sont composées de la dette publique (628,062 milliards de francs CFA), des dépenses de personnel (522,737 milliards de francs CFA), des autres dépenses courantes (715,253 milliards de francs CFA), des dépenses d'investissement sur ressources internes (558,228 milliards de francs CFA) et des dépenses d'investissement sur ressources extérieures (397,022 milliards de francs CFA).

Relativement aux **comptes spéciaux du Trésor**, les recettes ont été recouvrées à hauteur de 75,282 milliards de francs CFA pour des dépenses exécutées d'un montant de 91,592 milliards de francs FCFA. En glissement annuel, il faut relever une hausse des recouvrements de recettes de 2%. Pour les dépenses, elles sont restées stables par rapport à 2014.

**Au total sur la gestion 2015, le résultat d'exécution du budget général affiche un excédent de dépenses sur les recettes d'un montant de 159 797 223 819 francs.**

**Quant aux comptes spéciaux du Trésor, ils dégagent un déficit d'un montant de 16 309 867 026 francs, lié principalement au Fonds National de Retraite**

Après l'exposé de Monsieur le Ministre, vos Commissaires ont pris la parole pour exprimer toute leur satisfaction quant à la présentation à bonne date de la loi de règlement.

Ils ont loué le professionnalisme et l'abnégation des techniciens du Ministère des Finances et ont exprimé leur satisfaction de la déclaration de conformité émise par la Cour des comptes, et validant de fait la sincérité et la régularité des comptes, étant donné que les partenaires techniques et financiers ont toujours fait du vote des lois de règlement une conditionnalité de la libération des fonds pour l'aide publique au développement. Cet avis de la Cour des comptes est important de leur point de vue, car attestant de la transparence de la gestion des finances publiques et du renforcement de la démocratie.

Ils ont encouragé Monsieur le Ministre à poursuivre la politique de reddition des comptes afin d'opérer les ruptures indispensables à une gestion saine des ressources publiques.

Ils ont aussi constaté sur le terrain, pour s'en féliciter, l'utilisation efficace et efficiente des ressources publiques avec, d'une part, les changements qualitatifs intervenus dans la vie des populations rurales impactées par le PUDC, au niveau de l'accès à l'eau et à l'électricité, en passant par le désenclavement de localités longtemps coupées du reste du pays, surtout pendant l'hivernage, et d'autre part, l'accalmie notée en Casamance et la reprise des activités touristiques. Ils ont salué le recrutement massif de sages-femmes au niveau du Ministère de la Santé et leur déploiement dans les zones les plus reculées du pays.

Vos Commissaires ont aussi constaté que tous les retards observés naguère dans la présentation des lois de règlements ont été comblés.

Ils ont aussi loué les efforts considérables de redressement entrepris par les pouvoirs publics depuis 2012 et consistant essentiellement en une politique de rationalisation des dépenses courantes et de maîtrise de l'expansion de la masse salariale.

Ils se sont interrogés sur le volume important des ressources mises à la disposition des ministères et institutions et non utilisées en fin de gestion ainsi que sur le niveau élevé des pertes constatées sur les opérations de trésorerie.

Vos commissaires ont ensuite formulé un certain nombre de remarques et suggestions gravitant autour, de l'électrification rurale, de la réforme du FNR, de l'encombrement du port autonome de Dakar, de la gestion future du pétrole et du gaz, du stade municipal de Sédhiou, de l'amphithéâtre et de l'Institut du Pétrole de Diamniadio.

Au niveau de l'électrification rurale, le constat général est que la plupart des concessionnaires ne respectent pas leurs engagements.

Relativement au FNR, vos Commissaires ont relevé qu'il est structurellement déficitaire et il s'avère indispensable qu'une solution y soit apportée.

Quant au Port autonome de Dakar, sa compétitivité par rapport au port d'Abidjan se trouve remise en cause par un encombrement permanent qui déteint négativement sur l'enlèvement des containers.

Concernant le stade municipal de Sédhiou, l'amphithéâtre et l'Institut du pétrole de Diarniadio, vos Commissaires en sont arrivés au constat que les travaux les concernant n'ont pas encore démarré.

Reprenant la parole, Monsieur le Ministre, après avoir, une fois de plus, rendu hommage à la Cour des Comptes pour leur professionnalisme dans l'instruction des lois de règlement, n'a pas non plus manqué de souligner son satisfécit à l'endroit des fonctionnaires de son département qui abattent, dans le silence de leurs bureaux et dans le respect des lois et règlements, un travail colossal et de haute facture, guidés uniquement par la réalité des faits et le respect à leurs serments. Il s'est une fois de plus félicité du soutien sans faille que lui a toujours manifesté la Représentation nationale.

S'agissant du Port autonome de Dakar, Monsieur le Ministre admettra que l'engorgement est réel, mais que cela n'a pas d'incidence sur les recettes douanières qui continuent de connaître une progression conforme aux objectifs fixés. Il est cependant d'avis que la fluidité doit être améliorée pour soutenir la concurrence avec le port d'Abidjan. En ce sens, la Direction générale des Douanes et le Port autonome de Dakar travaillent à rendre les opérations portuaires plus fluides surtout au niveau des enlèvements de conteneur. A ce titre, le projet dénommé « ticket libérateur » est en train d'être finalisé et devrait permettre résoudre ce problème d'engorgement.

Pour la réforme du FNR, un projet de loi sera introduit au niveau de l'Assemblée nationale, après concertation avec les acteurs, car le FNR devra comporter une retraite complémentaire et une retraite supplémentaire. Une direction même a été créée à cet effet pour s'occuper exclusivement de la retraite des fonctionnaires.

Relativement aux ressources non consommées à la fin de la gestion 2015, Monsieur le Ministre a expliqué qu'il s'agissait, pour les dépenses de personnel, de retenues opérées sur les salaires pour remboursements d'acomptes et de trop perçues, pour les dépenses de fonctionnement, des autorisations d'exécution déléguées au niveau des postes diplomatiques et consulaires non encore connectés au système d'information et de gestion des finances publiques.

Il soulignera aussi que l'exécution de certaines dépenses exige des procédures de marchés qui, malheureusement, ne se sont pas dénouées à la fin de la gestion.

Pour ce qui concerne les pertes enregistrées sur les opérations de trésorerie, Monsieur le Ministre précisera que la constatation des pertes et profits sur opération de trésorerie découle d'une recommandation de la Cour des comptes, lors de l'examen du projet de loi de règlement pour l'année 2014. Pour 2015, les pertes portent principalement sur les frais prélevés par la BCEAO sur les opérations de l'Etat et sur les remises au débitant de timbre prévues par le Code général des Impôts, en guise de rémunération dont le montant de la remise est compris entre 1 à 1,5% des montants vendus.

S'agissant du stade de Sédhiou, les crédits budgétaires sont disponibles et le marché a déjà été approuvé par le Ministre du Budget.

Quant à la boucle du Boudié, les travaux ont démarré.

Concernant l'amphithéâtre de Diamniadio, le dossier a été transmis au Ministre du Budget.

Enfin, pour l'Institut du pétrole de Diamniadio, il fait partie des plus grands projets de la zone, car devant former les futurs ingénieurs qui permettront au Sénégal d'accueillir avec beaucoup de sérénité les exploitations de gaz et de pétrole, à partir de 2021.

Satisfaits des réponses apportées par Monsieur le Ministre, vos Commissaires ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi n° 15/2017 portant loi de règlement pour l'année 2015. Ils vous demandent d'en faire autant, s'il ne soulève, de votre part, aucune objection majeure.

Le présent projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution des lois de finances pour la gestion 2015. Il s'agit de :

- la loi de finances initiale n°2014-30 du 16 décembre 2014 ;
- la loi de finances rectificative n°2015-20 du 24 novembre 2015.

L'exécution budgétaire de 2015 s'est effectuée dans un environnement économique et financier international marqué par un ralentissement de la croissance économique des pays émergents et en développement ((+4% contre +4,6% en 2014) et une reprise modeste de la croissance pour les économies des pays avancés (+1,9% contre +1,8% en 2014).

Au niveau interne, la poursuite des projets phares relatifs à la nouvelle stratégie de développement adossée au Plan Sénégal Emergent (PSE) a été profitable à l'économie nationale. En effet, les performances réalisées notamment dans les secteurs secondaire et agricole ont concouru à la bonne tenue de l'activité économique en 2015 qui est estimée à 6,5% contre 4,3% un an plutôt.

En 2015, l'exécution a été marquée par la bonne tenue des agrégats budgétaires confortant ainsi le rythme de réduction du déficit budgétaire qui passe de 5,1% du PIB en 2014 à 4,8% du PIB en 2015. Cette amélioration est le résultat, d'une part, de la mobilisation satisfaisante des ressources internes, à la faveur d'un environnement économique favorable et des stratégies déclinées par les régions (renforcement du contrôle fiscal, suivi des prises en charge et promotion du civisme fiscal), et d'autre part, de la poursuite de la rationalisation des charges de fonctionnement afin de favoriser l'investissement.

Au plan budgétaire, les ressources du budget de l'Etat ont été réalisées à 2732,783 milliards FCFA et les dépenses ordonnancées à 2912,890 milliards FCFA ; soit un excédent de dépenses sur les recettes pour un montant de 159,797 milliards FCFA.

Concernant le budget général, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 2661,501 milliards FCFA. Elles concernent les recettes fiscales et non fiscales (1672,584 milliards FCFA), les recettes exceptionnelles (104,526 milliards FCFA), les remboursements prêts et avances (4,487 milliards FCFA), les dons budgétaires (21,681 milliards), les appuis budgétaires (29,464 milliards FCFA), les émissions de bons du Trésor (91,750 milliards FCFA) les emprunts (339,857 milliards) et les ressources extérieures (397,152 milliards FCFA).

Pour les dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 2821,298 milliards FCFA. Elles sont constituées de la dette publique (628,062 milliards FCFA), des dépenses de personnel (522,737 milliards FCFA), des autres dépenses courantes (715,253 milliards FCFA), des dépenses d'investissement sur ressources internes (558,225 milliards FCFA) et des dépenses d'investissement sur ressources extérieures (397,022 milliards FCFA).

S'agissant des comptes spéciaux du Trésor, les recettes ont été recouvrées à hauteur de 75,282 milliards FCFA pour des dépenses exécutées d'un montant de 91,592 milliards FCFA. En glissement annuel, il faut relever une hausse des recouvrements de recettes de 2%. Pour les dépenses, elles sont restées stables par rapport à 2014. La variation des recettes s'explique notamment par une amélioration des recouvrements des prêts aux logements des agents de l'Etat tandis que pour les dépenses, la variation est nulle du fait de l'augmentation de la prise en charge des pensionnés du FNR, atténuée par la baisse de l'octroi des prêts au logement.

Au total, il se dégage pour l'exécution du budget de la gestion 2015 :

- un excédent de dépenses sur les recettes du budget général d'un montant de 159 797 223 819 FCFA ;
- un excédent de dépenses sur les recettes des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 16 309 867 026 FCFA.

# **EXPOSE GENERAL DES MOTIFS**

## I. LA SITUATION BUDGETAIRE

## A. Prévisions et résultats

Tableau 1: Prévisions et réalisations du budget général et des comptes spéciaux du Trésor

En FCFA

	LFI	LFR (1)	Actes modificatifs (2)	Ouverture de crédits (3)	Report de crédits (4)	Total prévisions (5)= 1+2+3	Credits de la gestion sur ress.internes (6)	Ordonnancement / recouvrement (7)
Dettes publiques	598 010 000 000	598 010 000 000	0	0	0	598 010 000 000	598 010 000 000	628 061 580 136
Dépenses de personnel	510 000 000 000	526 000 000 000	0	0	0	526 000 000 000	526 000 000 000	522 736 583 500
Dépenses de fonctionnement	359 494 936 000	350 109 968 803	-6 145 643 266	12 129 892 520	0	356 094 218 057	356 094 218 057	362 362 725 577
Transferts courants	347 091 064 000	357 690 031 197	12 395 473 875	0	0	370 085 505 072	370 085 505 072	352 889 827 495
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	<b>1 814 596 000 000</b>	<b>1 831 810 000 000</b>	<b>6 249 830 609</b>	<b>12 129 892 520</b>	<b>0</b>	<b>1 850 189 723 129</b>	<b>1 850 189 723 129</b>	<b>1 866 050 716 708</b>
Dépenses en capital	193 431 405 000	163 528 962 701	-15 497 954 112		6 001 424 851	154 032 433 440	154 032 433 440	134 006 504 395
Transfert en capital	363 754 595 000	424 100 037 299	9 247 913 503		26 933 479 647	460 281 430 449	460 281 430 449	424 218 441 288
Dépenses en capital non assignées au Trésor	405 000 000 000	405 000 000 000				405 000 000 000		397 022 368 210
<b>Total dépenses en capital</b>	<b>962 186 000 000</b>	<b>992 629 000 000</b>	<b>-6 250 040 609</b>	<b>0</b>	<b>32 934 904 498</b>	<b>1 019 313 863 889</b>	<b>614 313 863 889</b>	<b>955 247 313 893</b>
<b>TOTAL DEPENSES Budget Général</b>	<b>2 776 782 000 000</b>	<b>2 824 439 000 000</b>	<b>-210 000</b>	<b>12 129 892 520</b>	<b>32 934 904 498</b>	<b>2 869 503 587 018</b>	<b>2 464 503 587 018</b>	<b>2 821 298 030 601</b>
<b>TOTAL DEPENSES Budget Général sur ressources internes</b>	<b>2 371 782 000 000</b>	<b>2 419 439 000 000</b>	<b>-210 000</b>	<b>12 129 892 520</b>	<b>32 934 904 498</b>	<b>2 464 503 587 018</b>	<b>2 464 503 587 018</b>	<b>2 424 275 662 391</b>
<b>II. RECETTES DU BUDGET GENERAL</b>								
Recettes fiscales et non fiscales	1 679 700 000 000	1 712 800 000 000				1 712 800 000 000	1 712 800 000 000	1 672 583 647 859
Remboursement de prêts et avances	3 000 000 000	3 000 000 000				3 000 000 000	3 000 000 000	4 487 239 358
Emission de bons du Trésor	146 781 000 000	146 781 000 000	12 000 000 000			158 781 000 000	158 781 000 000	91 749 752 790
Dons Programme	35 000 000 000	40 000 000 000				40 000 000 000	40 000 000 000	21 680 751 735
Emprunts programme	38 000 000 000	38 000 000 000				38 000 000 000	38 000 000 000	29 464 534 862
Autres emprunts	385 301 000 000	385 301 000 000				385 301 000 000	385 301 000 000	339 856 880 379
Recettes exceptionnelles (dont PPTÉ / IADM)	84 000 000 000	93 557 000 000				93 557 000 000	93 686 892 520	104 525 739 069
Dons projets	194 000 000 000	200 000 000 000	129 892 520			200 129 892 520	129 892 520	189 889 262 569
Emprunts projets	211 000 000 000	205 000 000 000				205 000 000 000		207 262 998 161
<b>TOTAL RECETTES Budget général</b>	<b>2 776 782 000 000</b>	<b>2 824 439 000 000</b>	<b>12 129 892 520</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 836 568 892 520</b>	<b>2 431 698 785 040</b>	<b>2 661 500 806 782</b>
<b>TOTAL RECETTES internes Budget général</b>	<b>2 371 782 000 000</b>	<b>2 419 439 000 000</b>	<b>12 129 892 520</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 431 439 000 000</b>	<b>2 431 568 892 520</b>	<b>2 264 478 438 572</b>
<b>III. CST</b>								
Recettes	92 250 000 000	92 250 000 000	36 626 457			92 286 626 457	92 286 626 457	75 282 422 058
Dépenses	92 250 000 000	92 250 000 000	36 626 457			92 286 626 457	92 286 626 457	91 592 289 084
<b>TOTAL BUDGET GENERAL et CST</b>								
<b>RECETTES</b>	<b>2 869 032 000 000</b>	<b>2 916 689 000 000</b>	<b>12 166 518 977</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 928 855 518 977</b>	<b>2 523 985 411 497</b>	<b>2 736 783 228 840</b>
<b>DEPENSES</b>	<b>2 869 032 000 000</b>	<b>2 916 689 000 000</b>	<b>36 416 457</b>	<b>12 129 892 520</b>	<b>32 934 904 498</b>	<b>2 961 790 213 475</b>	<b>2 556 790 213 475</b>	<b>2 912 890 319 685</b>

## B. Éléments d'appréciation

### 1. PROGRESSION DES RECETTES ET DES DEPENSES DEFINITIVES DU BUDGET GENERAL

Tableau 2: Evolution des dépenses et des recettes hors emprunts et subventions et recettes exceptionnelles

<i>En milliards de FCFA</i>						
Gestions	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Montant des Recettes hors subventions, emprunts et recettes exceptionnelles	1 180,13	1 337,68	1 458,39	1 456,11	1 563,98	1 677,07
Evolution en%	4,40%	13,40%	9,02%	-0,16%	7,41%	7,23%
Montant des Dépenses assignées au Trésor	1 589,46	1 817,84	1 936,24	1 955,95	2 251,73	2 424,28
Evolution en%	10,20%	14,40%	6,50%	1,02%	15,12%	7,66%

Au titre de la gestion 2015, les recettes budgétaires hors subventions, emprunts et recettes exceptionnelles ont été réalisées à hauteur de 1 677,07 milliards FCFA contre 1 563,98 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 154,72 milliards FCFA en valeur absolue et 7,23% en valeur relative. Cette progression des recettes se justifie principalement par les performances réalisées au niveau du recouvrement des recettes fiscales.

S'agissant des dépenses budgétaires assignées au Trésor Public, elles ont connu une hausse de 7,66%, passant ainsi de 2 251,73 milliards FCFA en 2014 à 2 424,28 milliards FCFA en 2015.

### 2. COUVERTURE DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR LES RECETTES

Tableau 3: Couverture des dépenses par les recettes internes

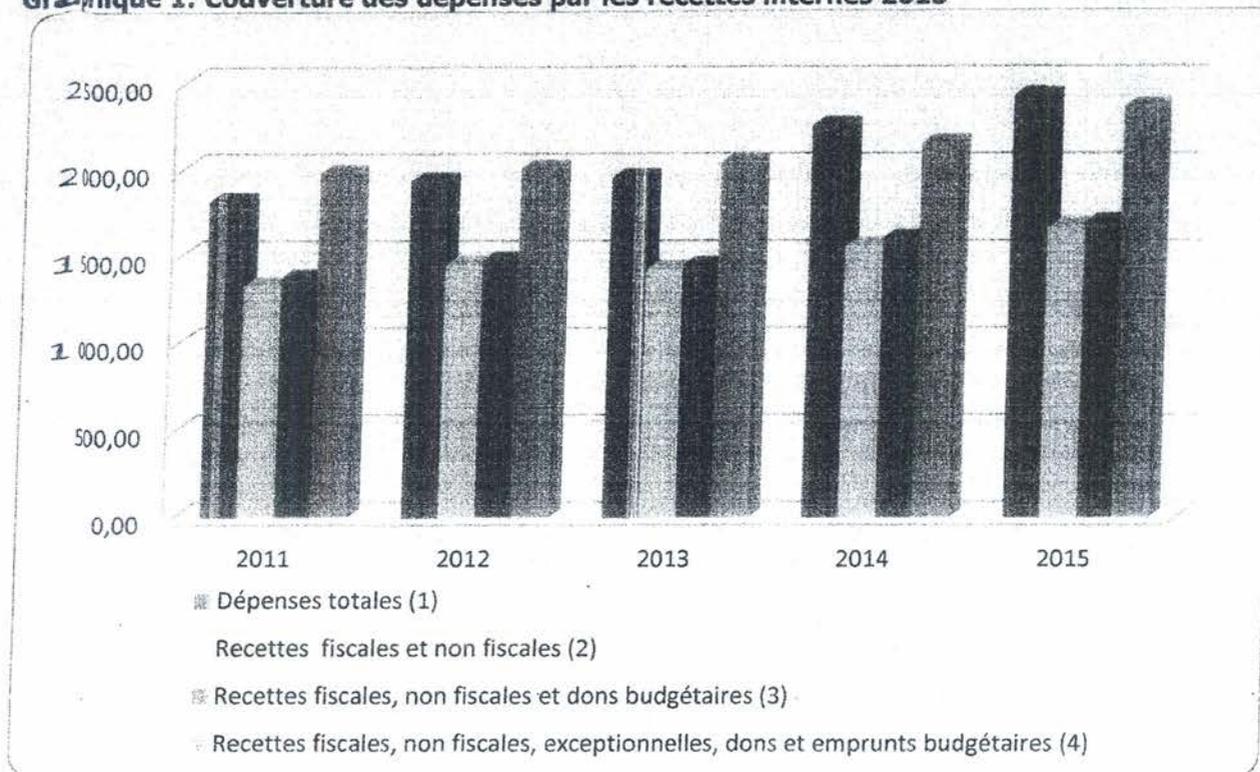
<i>En milliards de FCFA</i>					
Gestion	2011	2012	2013	2014	2015
Dépenses totales (1)	1 817,84	1 936,24	1 955,95	2 251,73	2 424,28
Recettes fiscales et non fiscales (2)	1 336,52	1 456,29	1 429,01	1 562,73	1 672,58
Recettes fiscales, non fiscales et dons budgétaires (3)	1 374,34	1 476,38	1 449,25	1 603,05	1 694,26
Recettes fiscales, non fiscales, exceptionnelles, dons et emprunts budgétaires (4)	1 972,62	2 002,01	2 041,07	2 147,29	2 350,22
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales et non fiscales (2)/(1)	<b>73,50%</b>	<b>75,21%</b>	<b>73,06%</b>	<b>69,40%</b>	<b>68,99%</b>
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales et non fiscales et dons budgétaires (3)/(1)	<b>75,60%</b>	<b>76,25%</b>	<b>74,09%</b>	<b>71,19%</b>	<b>69,89%</b>
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales, non fiscales, exceptionnelles, dons et emprunts budgétaires (4)/(1)	<b>108,50%</b>	<b>103,40%</b>	<b>104,35%</b>	<b>95,36%</b>	<b>96,95%</b>

Le taux de couverture des dépenses du budget général, dont le Trésor est comptable assignataire, par les recettes fiscales et non fiscales est de **68,99%** en 2015 contre 69,89% en 2014. Il enregistre ainsi une baisse de 0,41 point de pourcentage par rapport à la gestion 2014.

Si l'on tient compte des dons budgétaires, le taux de couverture des dépenses est de 69,89% et reste toujours inférieur à celui des quatre dernières années.

Par contre, le recours aux emprunts et recettes exceptionnelles a permis de couvrir les dépenses budgétaires de 2015 à hauteur de 96,95%.

**Graphique 1: Couverture des dépenses par les recettes internes 2015**



## C. EVOLUTION DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Les autorisations budgétaires ont été accordées par la loi de finances initiale, la loi de finances rectificatives et par les réaménagements par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 20 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relatives aux lois de finances.

### 1. AUTORISATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE

Elles sont arrêtées en ressources à 2 869,032 milliards FCFA dont 2 776,782 milliards FCFA pour le budget général et 92,250 milliards FCFA pour les comptes spéciaux du Trésor. Ces ressources sont ainsi réparties :

- ressources internes dont le Trésor est comptable assignataire : 2 371,782 milliards FCFA ;
- ressources externes dont le Trésor n'est pas comptable assignataire : 405 milliards FCFA ;
- recettes des CST : 92,250 milliards FCFA.

S'agissant des charges, elles sont arrêtées en équilibre avec les ressources du budget général et des comptes spéciaux et réparties comme suit :

- dépenses ordinaires : 1814,596 milliards FCFA ;
- dépenses d'investissement : 962,186 milliards FCFA ;
- dépenses des CST : 92,250 milliards FCFA.

## **2. LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE**

Les prévisions initiales de 2015 ont été modifiées par la loi de finances rectificative n°2015-20 du 24 novembre 2015 qui les porte à 2 916,69 milliards, en vue de prendre en charge les dépenses prioritaires et urgentes des projets du PSE.

Cette augmentation est imputable notamment à l'enregistrement de recettes nouvelles d'un montant de 28,057 milliards, tirées des recettes non fiscales, des redevances minières et des revenus du domaine ainsi que des recettes exceptionnelles. Ces ressources ont été affectées à des dépenses d'investissement dans des secteurs prioritaires.

## **3. LES MODIFICATIONS PAR VOIE REGLEMENTAIRE**

Par rapport aux prévisions des lois de finances pour 2015, des actes réglementaires ont été pris pour :

- constater des recettes pour un montant de 12,130 milliards FCFA provenant de la souscription de bons du Trésor pour 12 milliards et du fonds de concours de l'Union européenne (UE) au profit du Ministère de l'Economie maritime (129 millions) ;
- modifier la répartition des crédits entre ministères et institutions ou à l'intérieur d'un même département. C'est le cas des transferts de crédits ou de chapitre, des virements pour la répartition des crédits globaux au cours de la gestion et des décrets d'avance gagés sur des annulations de même montant.
- soit le volume des crédits des départements : c'est le cas des reports de crédits d'investissement de 2014 sur 2015, les ouvertures de crédits au titre des fonds de concours qui viennent s'ajouter aux autorisations parlementaires.

Ainsi en 2015, pour les dépenses, les modifications portent sur des crédits d'un montant de 136,33 milliards FCFA et concernent :

- les transferts de crédits : 3,259 milliards ;
- les arrêtés de virement de crédits : 89,406 milliards ;
- les décrets d'avances/ annulations : 31,500 milliards
- les ouvertures de crédits : 12,166 milliards.

***Un montant de l'ordre de 90 milliards de ces réaménagements a déjà fait l'objet de réévaluation et pris en compte dans les crédits des chapitres concernés, ouverts dans la loi de finances rectificative pour 2015 votée en novembre.***

Le détail des actes modificatifs, par section et par titre est donné en annexe du présent projet de loi.

## **II. ANALYSE DE L'EXECUTION**

Les ressources totales se sont inscrites en hausse de 6,18%, passant, ainsi, de 2 577,601 milliards en 2014 à 2 736,783 milliards en 2015. Cette évolution reflète principalement, la progression des recettes budgétaires qui a permis de juguler la réduction des dons.

Les dépenses totales sont ressorties à 2 912,890 milliards à fin 2015 contre 2 698,8 milliards en 2014, soit un accroissement de 7,93%. Cette progression modérée résulte des efforts de rationalisation des dépenses.

## A. LE BUDGET GENERAL

Pour le budget général le montant des recettes recouvré s'élève à 2 661,501 milliards FCFA et ce lui des dépenses à 2 821,298 milliards FCFA ; en glissement annuel, les recettes comme les dépenses ont progressé respectivement de 6,3% et 8,2%.

Le solde d'exécution du budget général a été arrêté à - 159,797 milliards FCFA.

### 1- Mobilisation des ressources budgétaires

La progression, en valeur absolue, des recettes budgétaires est imputable aussi bien aux recettes fiscales (107,554 milliards FCFA) qu'aux recettes non fiscales (2,307 milliards) et ressources externes (41,6 milliards FCFA).

Au titre des **recettes fiscales**, l'accroissement observé (7,3%) reflète la bonne tenue des impôts directs recouvrés à hauteur de 478,761 milliards FCFA en 2015 (+8,5%), des impôts indirects pour 1 106, 36 milliards FCFA (6,7%).

Les réalisations en impôts directs ont enregistré des plus-values de 4,761 milliards FCFA ; soit un taux de recouvrement de 101%. Par rapport à la gestion 2014, les recouvrements des impôts directs ont connu une hausse de 37,697 milliards. Cette performance est principalement liée au bon comportement des impôts sur les sociétés suite à la mesure de relèvement du plafond du tarif de l'impôt du minimum forfaitaire à 20 millions et aux retombés positives de la croissance de certains secteurs de l'économie en 2014.

Sur une prévision de 1147,300 milliards FCFA en 2015, le taux de recouvrement des impôts indirects a été de 96,4%. Les moins-values enregistrées d'un montant de 40,94 milliards FCFA sont imputables aux impôts et taxes sur biens et services. Ces moins-values sont également imputables aux droits et taxes à l'import et aux autres recettes fiscales.

Le niveau de recouvrement des **recettes non fiscales** pour la gestion 2015 s'élève à 87,46 milliards FCFA. Comparées à 2014, ces recettes ont progressé de 2,7%. Cependant, par rapport à la prévision de 91,50 milliards, une moins-value de 4,038 milliards est observée et elle est imputable aux produits financiers et aux autres recettes non fiscales.

Relativement aux **ressources extérieures** destinées aux dépenses d'investissement, le montant total des ordonnancements de 2015 s'élève à 397,022 milliards de FCFA répartis en emprunts pour 207,263 milliards FCFA et en subventions pour 189,759 milliards FCFA. En glissement annuel, une progression de 11,7% est à noter.

**Tableau 4: Situation des prévisions et des réalisations de recettes**

Nature Rec	Réalisation 2014	Prévision 2015	Réalisation 2015	Taux de réalisation	Ecart Réali/Prév	Evolution Réel 2015/2014	
						en Valeur	en %
<b>Impôts directs</b>	<b>441 064</b>	<b>474 080</b>	<b>478 761</b>	<b>101,0%</b>	<b>4 781</b>	<b>37 697</b>	<b>8,5%</b>
<b>Impôts indirects</b>	<b>1 036 503</b>	<b>1 147 300</b>	<b>1 106 360</b>	<b>96,4%</b>	<b>-40 940</b>	<b>69 857</b>	<b>6,7%</b>
Impôts et taxes sur les biens et services	720 275	812 400	768 876	94,6%	-43 524	48 601	6,7%
Droits enreg, Timbre	30 398	30 200	42 441	140,5%	12 241	12 043	39,6%
Droits et taxes imp	218 921	222 000	221 628	99,8%	-372	2 707	1,2%
Droits et taxes exp	2	0	0		0	-2	-100,0%
Autres rec fisc	66 907	82 700	73 415	88,8%	-9 285	6 508	9,7%
<b>Recettes Fiscales</b>	<b>1 477 567</b>	<b>1 621 300</b>	<b>1 585 122</b>	<b>97,8%</b>	<b>-36 178</b>	<b>107 554</b>	<b>7,3%</b>
Rev entr et du dom	17 920	23 500	24 569	104,6%	1 069	6 649	37,1%
Drt Frais adm	2 589	100	3 429	3429,3%	3 329	841	32,5%
Amen des et condamn péc	838	100	162	162,0%	62	-677	-80,7%
Prod financiers	55 949	52 800	48 652	92,1%	-4 148	-7 298	-13,0%
Autres recettes non fiscales	7 859	15 000	10 650	71,0%	-4 350	2 791	35,5%
<b>Recettes non Fiscales</b>	<b>85 155</b>	<b>91 500</b>	<b>87 462</b>	<b>95,6%</b>	<b>-4 038</b>	<b>2 307</b>	<b>2,7%</b>
<b>Total recettes fiscales et non Fiscales</b>	<b>1 562 723</b>	<b>1 712 800</b>	<b>1 672 584</b>	<b>97,7%</b>	<b>-40 216</b>	<b>109 861</b>	<b>7,0%</b>
Recettes exceptionnelles	107 381	93 687	104 526	111,7%	10 969	-2 855	-2,7%
Remboursement prêt rétrocedé	1 260	3 000	4 487	149,6%	1 487	3 227	256,0%
Emission de bons du Trésor	188 598	158 781	91 750	57,8%	-67 031	-96 848	-51,4%
Emprunts programme	19 679	38 000	29 465	77,5%	-8 535	9 786	49,7%
Dons budgétaires	40 331	40 000	21 681	54,2%	-18 319	-18 650	-46,2%
Autres emprunts	228 579	385 301	339 857	88,2%	-45 444	111 278	48,7%
<b>Total Recettes internes</b>	<b>2 148 550</b>	<b>2 431 569</b>	<b>2 264 349</b>	<b>93,1%</b>	<b>-167 090</b>	<b>115 798</b>	<b>5,4%</b>
<b>Recettes externes</b>	<b>355 423</b>	<b>405 000</b>	<b>397 152</b>	<b>98,0%</b>	<b>-7 978</b>	<b>41 730</b>	<b>11,7%</b>
<b>Total Recettes BG</b>	<b>2 503 973</b>	<b>2 824 439</b>	<b>2 649 371</b>	<b>93,8%</b>	<b>-175 068</b>	<b>145 398</b>	<b>5,8%</b>

L'annexe I, joint au présent projet de loi de règlement, présente un état détaillé des recettes budgétaires.

## 2- Exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 1866,051 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 100,86%. Il en résulte un dépassement d'un montant de 15,861 milliards FCFA imputable à la hausse des charges d'intérêts sur la dette publique et aux dépenses de fonctionnement.

Par rapport à la gestion 2014, l'exécution de ces dépenses fait ressortir une hausse de 184,431 milliards FCFA en valeur absolue et 10,97% en valeur relative.

Ces dépenses se caractérisent par :

- l'ordonnement de la dette publique à hauteur de 628,061 milliards FCFA pour une prévision de 598,010 milliards FCFA; soit un taux d'exécution de 105,03 %. En glissement annuel, il a connu une hausse de 107,705 milliards FCFA soit 20,70% en valeur relative.

- Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 522,737 milliards FCFA sur une prévision de 526 milliards FCFA. Il en résulte des crédits non consommés de 3,263 milliards. Comparées à la gestion 2014, une hausse de 45,689 milliards FCFA est observée.
- Les crédits de la gestion des autres dépenses courantes s'élèvent à 726,180 milliards FCFA. Le montant des dépenses réalisées s'élève à 715,252 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 98,50%. Cependant, sur le fonctionnement (Titre3), un dépassement a été noté et est imputable uniquement aux impôts et taxes sur ressources extérieures.

Le tableau suivant illustre la structure des dépenses courantes pour la gestion 2015.

**Tableau 5: EVOLUTION ET STRUCTURE DES DEPENSES COURANTES**

En FCFA

Nature	Réalisation 2014	2015			Variation réalisation	
		Crédit de la gestion	Réalisation	Taux réel	2015/2014	
					Valeur	%
Titre1 Dette publique	520 356 487 650	598 010 000 000	628 061 580 136	105,03%	107 705 092 488	20,70%
Titre2 Personnel	477 047 829 925	526 000 000 000	522 736 583 500	99,38%	45 688 753 575	9,58%
Autre dépenses courantes	684 214 933 424	726 179 723 129	715 252 553 072	98,50%	31 037 619 648	4,54%
<b>Total dépenses ordinaires</b>	<b>1 681 619 250 999</b>	<b>1 850 189 723 129</b>	<b>1 866 050 716 708</b>	<b>100,86%</b>	<b>184 431 465 711</b>	<b>10,97%</b>

**Concernant les dépenses d'investissement, elles ont été exécutées à 93,71% dont 90,87% sur ressources internes et 98,03% sur les ressources extérieures.**

Les dépenses en capital sur ressources intérieures sont ressorties à 558,225 milliards FCFA en 2015, soit un repli de 2,09% imputable au retard dans le démarrage des projets d'infrastructures ferroviaires (Train Express Régional et Chemin de fer Dakar-Bamako) dont les études ont duré plus que prévu.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures sont, quant à elles, en progression de 11,7 % par rapport à 2014 ; soit un accroissement en valeur absolue de 41,6 milliards FCFA. Pour 2015, ces dépenses sont exécutées à hauteur de 397,022 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 98,03%.

Le tableau ci-dessous illustre la structure des dépenses en capital pour la gestion 2015.

**Tableau 6: EVOLUTION ET STRUCTURE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

En FCFA

Nature	Réalisation 2014	2015			Variation réalisation	
		Crédit de la gestion	Réalisation	Taux réel	2015/2014	
					Valeur	%
Titre 5 Dépenses en capital sur ressources internes	161 708 427 886	154 032 433 440	134 006 504 395	87,00%	-27 701 923 491	-17,13%
Titre 6: Transfert en capital	408 407 021 555	460 281 430 449	424 218 441 288	92,17%	15 811 419 733	3,87%
<b>Total investissement sur ressources internes</b>	<b>570 115 449 441</b>	<b>614 313 863 889</b>	<b>558 224 945 683</b>	<b>90,87%</b>	<b>-11 890 503 758</b>	<b>-2,09%</b>
Investissements sur ressources externes	355 422 575 868	405 000 000 000	397 022 368 210	98,03%	41 599 792 342	11,70%
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>925 538 025 309</b>	<b>1 019 313 863 889</b>	<b>955 247 313 893</b>	<b>93,71%</b>	<b>29 709 288 584</b>	<b>3,21%</b>

## B. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les recettes des CST pour 2015 ont été exécutées pour un montant de 75,282 milliards, soit une hausse de 1,653 milliards par rapport à l'année précédente.

Les dépenses, quant à elles, se chiffrent à un montant de 91,592 milliards et restent sur la même tendance que 2014.

Pour 2015, les comptes d'affectation spéciale non reportés sur la gestion suivante ont enregistré un **profit net de 195 096 909 FCFA**.

Le tableau ci-après donne les informations financières sur les différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor.

**Tableau 7: SITUATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**  
En FCFA

LIBELLES	Réalizations 2014		Réalizations 2015		Variation 2015/2014	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Comptes d'affectation spéciale	65 567 025 804	76 244 839 883	65 984 019 058	81 046 887 771	416 993 254	4 802 047 888
Comptes de commerce	2 251 925	12 102 434	0	0	-2 251 925	-12 102 434
Comptes de prêts	8 059 236 824	15 344 779 630	9 298 403 000	10 545 401 313	1 239 166 176	-4 799 378 317
Comptes d'avances	0	0	0	0	0	0
Compte de garantie et aval			0	0	0	0
<b>Total général</b>	<b>73 628 514 553</b>	<b>91 601 721 947</b>	<b>75 282 422 058</b>	<b>91 592 289 084</b>	<b>1 653 907 505</b>	<b>-9 432 863</b>

L'annexe III du présent projet de loi donne le détail de la situation des comptes spéciaux du Trésor.

## C. PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

Pour la gestion 2015, les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie sont arrêtées ainsi qu'il suit :

- Profits : 50 065 525 FCFA ;
- Pertes : 2 967 601 521 FCFA, soit une **perte nette de 2 917 535 996 FCFA**.

### III. Etablissement du résultat de l'année 2015

Le projet de loi de règlement établit le résultat de l'année 2015 comme suit :

- Un excédent de dépenses sur les recettes du budget général de **159 797 223 819 FCFA** ;
- Un profit constaté sur les comptes d'affectation spéciale non reportés de **195 096 909 FCFA** ;
- Une perte nette, résultant de la gestion des opérations de trésorerie de **2 917 535 996 FCFA**.

Telle est l'économie du présent projet de loi, soumis à votre approbation.

## **EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE**

# I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2015.

## ARTICLE PREMIER

### RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES POUR L'ANNEE 2015

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet d'arrêter les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour l'année 2015 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances lequel dispose " le projet annuel de loi de règlement constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses se rapportant à une même année".

Le solde des opérations définitives du budget général est arrêté à **-159 797 223 819 FCFA**. Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux du Trésor est de **-16 309 867 026 FCFA**. Il en résulte un solde d'exécution global de **-176 107 090 845 FCFA**.

#### Texte de l'article

« Les soldes définitifs des lois de finances pour l'année 2015 sont arrêtés aux montants retracés dans le tableau suivant :

**Tableau 8: Situation d'exécution du budget**

En FCFA

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes dont le Trésor est comptable assignataire				
Recettes fiscales	1 585 121 655 636	Titre 1: Dette publique	628 061 580 136	
Recettes non fiscales	87 461 992 223	Titre 2: Personnel	522 736 583 500	
Recettes exceptionnelles	104 525 739 069	Titre3: Fonctionnement	362 362 725 577	
Remboursement prêts et avances	4 487 239 358	Titre4: Autres transferts courants	352 889 827 495	
Dons budgétaires	21 680 751 735	Titre5: Investissement exécutés par l'Etat	134 006 504 395	
Emission de bons du Trésor	91 749 752 790	Titre6: Transfert en capital	424 218 441 288	
Emprunts	369 321 415 241			
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 264 348 546 052</b>			
Recettes externes	129 892 520			
<b>Total recettes dont le Trésor est comptable assignataire</b>	<b>2 264 478 438 572</b>	<b>Total dépenses</b>	<b>2 424 275 662 391</b>	<b>-159 797 223 819</b>
<b>Total recettes hors emprunts</b>	<b>1 895 027 130 811</b>	<b>Total dépenses hors dette</b>	<b>1 796 214 082 255</b>	
A2 Recettes dont le Trésor n'est pas comptable assignataire				
Dons projets et legs	189 759 370 049	Investissements projet sur dons	189 759 370 049	
Tirages sur emprunts projets	207 262 998 161	Investissements projet sur emprunt	207 262 998 161	
<b>TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>2 661 500 806 782</b>	<b>TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>2 821 298 030 601</b>	<b>-159 797 223 819</b>
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	75 282 422 058	DEPENSES	91 592 289 084	-16 309 867 026
<b>TOTAL GENERAL RECETTES</b>	<b>2 736 783 228 840</b>	<b>TOTAL GENERAL DEPENSES</b>	<b>2 912 890 319 685</b>	<b>-176 107 090 845</b>

## I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

### ARTICLE 2

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour 2015 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **2 661 500 806 782 FCFA**. Elles prennent en compte les ressources extérieures pour lesquelles le Trésor n'est pas comptable assignataire qui s'élèvent à **397 022 368 210 FCFA**.

**Texte de l'article :**

« Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2015 sont arrêtées à **2 661 500 806 782 FCFA** ».

## I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

### ARTICLE 3

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général 2015 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances. Il s'établit à **2 821 298 030 603 FCFA**.

**Texte de l'article :**

« Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2015 est arrêté à **2 821 298 030 601 FCFA** ».

## I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor.

### ARTICLE 4

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet d'arrêter les recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2015 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **75 282 422 058 FCFA**.

**Texte de l'article :**

« Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **75 282 422 058 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».

Tableau 9: Recettes définitives des comptes spéciaux du Trésor

LIBELLES	En FCFA	
	Recettes encaissées	
Comptes d'affectation spéciale	65 984 019 058	
Comptes de commerce	0	
Comptes de prêts	9 298 403 000	
Comptes d'avances	0	
Comptes de garantie et aval	0	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>75 282 422 058</b>	

**I. 4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.**

**ARTICLE 5**

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet d'arrêter les dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2015 conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

**Texte de l'article :**

« Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **91 592 289 084 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».

**Tableau 10: Dépenses des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2015**

En FCFA	
LIBELLES	Dépenses ordonnancées
Comptes d'affectation spéciale	81 046 887 771
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	10 545 401 313
Comptes d'avances	0
Comptes de garantie et aval	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>91 592 289 084</b>

**II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES**

**ARTICLE 6**

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet de ratifier les ouvertures de crédits par décrets d'avance prévues par les articles 12 et 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, qui n'ont pas encore fait l'objet d'approbation par le Parlement. Il s'agit du décret n° 2015-1988 du 29 décembre 2015 pour un montant de 16 500 000 000 FCFA.

**Texte de l'article :**

« Sont ratifiés les ouvertures de crédits par décret n° 2015-1988 du 29 décembre 2015, portant ouverture de crédits à titre d'avances ».

**III. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET**

Le tableau suivant donne les écarts constatés entre les prévisions et les réalisations des lois de finances pour la gestion 2015.

**Tableau 11: Ecart constatés et ajustements effectués**

En FCFA

	Crédits de la gestion sur ressources internes	Réalisations	ECART	Crédits non consommés	Dépassement
<b>TITRES</b>					
Titre 1 : Dette publique	598 010 000 000	628 061 580 136	-30 051 580 136	0	-30 051 580 136
Titre 2 : Personnel	526 000 000 000	522 736 583 500	3 263 416 500	18 714 526 826	-15 451 110 326
Titre 3 : Fonctionnement	356 094 218 057	362 362 725 577	-6 268 507 520	14 640 211 921	-20 908 719 441
Titre 4 : Transfert courant	370 085 505 072	352 889 827 495	17 195 677 577	17 774 285 577	-578 608 000
Titre 5 : Dépenses en capital	154 032 433 440	134 006 504 395	20 025 929 045	20 025 929 045	0
Titre 6 : Transfert en capital	460 281 430 449	424 218 441 288	36 062 989 161	36 712 989 161	-650 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 464 503 587 018</b>	<b>2 424 275 662 391</b>	<b>40 227 924 627</b>	<b>107 867 942 530</b>	<b>-67 640 017 903</b>

**III. 1 Ouverture de crédits complémentaires****ARTICLE 7****EXPOSE DES MOTIFS :**

Le montant total des dépassements par titre s'élève à **67 640 017 903 FCFA**. Il est sollicité du Parlement, conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, l'ouverture de crédits complémentaires pour les couvrir, dans le cadre de ce présent projet de loi.

Les détails des dépassements par section et par titre sont donnés dans **l'annexe IV**.

**Texte de l'article :**

« Il est ouvert, au titre de la gestion 2015, des crédits complémentaires d'un montant de **67 640 017 903 FCFA** ainsi répartis :

TITRES	OUVERTURE DE CREDITS COMPLEMENTAIRES
Titre 1 : Dette publique	30 051 580 136
Titre 2 Personnel	15 451 110 326
Titre 3 Fonctionnement	20 908 719 441
Titre 4 : Transfert courant	578 608 000
Titre 5 : Dépenses en capital	0
Titre 6 : Dépenses en capital	650 000 000
<b>Total crédits à ouvrir</b>	<b>67 640 017 903</b>

**II.2 : Annulation de crédits****ARTICLE 8****EXPOSE DES MOTIFS :**

Le présent article a pour objet d'annuler les crédits non consommés de la gestion 2015 et non reportés sur la gestion suivante conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Les crédits non consommés du budget général s'élèvent à **107 867 942 530 FCFA**. Sur ces crédits non consommés, un montant de **76 058 938 031 FCFA** n'est pas reporté sur la gestion suivante. Il est sollicité du Parlement, leur annulation dans le cadre du présent projet de loi.

**Texte de l'article :**

« Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de **76 058 938 031 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2015 conformément au détail ci-après :

*En FCFA*

TITRES	Crédits non consommés	Crédits 2015 reportés sur 2016	Crédits à annuler
Titre1 dette publique	0		0
Titre 2 Personnel	18 714 526 826		18 714 526 826
Titre 3 Fonctionnement	14 640 211 921		14 640 211 921
Titre 4 Transfert courant	17 774 285 577		17 774 285 577
Titre 5 Dépenses en capital	20 025 929 045	5 309 004 499	14 716 924 546
Titre 6: Transfert en capital	36 712 989 161	26 500 000 000	10 212 989 161
<b>TOTAL</b>	<b>107 867 942 530</b>	<b>31 809 004 499</b>	<b>76 058 938 031</b>

**IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX TRESOR****ARTICLE 9**

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet d'ouvrir des crédits complémentaires pour couvrir les dépassements de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor et d'annuler les crédits non consommés sur la gestion 2015 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

**Texte de l'article :**

Les crédits non consommés d'un montant de **12 544 540 861 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

*En FCFA*

LIBELLES	Prévisions	Réalizations	Ecart	
			Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	69 686 626 457	81 046 887 771	11 850 203 488	489 942 174
Comptes de commerce	150 000 000	0	0	150 000 000
Comptes de prêts	17 650 000 000	10 545 401 313		7 104 598 687
Comptes d'avances	800 000 000	0	0	800 000 000
Comptes de garantie et aval	4 000 000 000	0	0	4 000 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>92 286 626 457</b>	<b>91 592 289 084</b>	<b>11 850 203 488</b>	<b>12 544 540 861</b>

## **V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

### **ARTICLE 12**

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet d'établir le résultat des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2015, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 4 et 5 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

**Texte de l'article :**

*Les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2015 sont définitivement arrêtés comme suit :*

- Profits : 195 096 909 FCFA
- Pertes : 0 FCFA
- **Profit net : 195 096 909 FCFA.**

*Les profits sur les comptes spéciaux du Trésor sont donnés au tableau en **annexe V** de la présente loi.*

## **V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE**

### **ARTICLE 13**

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article a pour objet de donner les pertes et les profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie de la gestion 2015 conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

**Texte de l'article :**

*Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2015 sont arrêtés à comme suit :*

- Profits : 50 065 525 FCFA
- Pertes : 2 967 601 521 FCFA
- **Perte nette : 2 917 535 996 FCFA.**

## **VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2015 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**

### **ARTICLE 14**

**EXPOSE DES MOTIFS :** Le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

**Texte de l'article :**

- *Le solde débiteur du budget général d'un montant de: **159 797 223 819 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor ;*

- *Les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2015, d'un montant cumulé de **195 096 909 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor ;*
- *Le solde débiteur des comptes de pertes et profits sur opérations de trésorerie d'un montant de **2 917 535 996 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le

Par le Président de la République  
Le Premier Ministre

Macky SALL

Mahammed Boun Abdallah DIONNE



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple – Un But – Une Foi  
\*\*\*\*\*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

\*\*\*\*\*

**XII<sup>ÈME</sup> LÉGISLATURE**

\*\*\*\*\*

**N°20/2017**

**LOI PORTANT LOI DE REGLEMENT POUR  
L'ANNEE 2015**

=====

L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, a adopté,  
en sa séance du jeudi 29 juin 2017, selon la procédure  
d'urgence, la loi dont la teneur suit :

### **ARTICLE PREMIER**

*Les soldes définitifs des lois de finances pour l'année 2015 sont arrêtés à, pour le budget général à **-159 797 223 819 FCFA**, les comptes spéciaux du Trésor à **-16 309 867 026 FCFA**. Le solde d'exécution global est de **-176 107 090 845 FCFA**.*

### **ARTICLE 2**

*Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2015 sont arrêtées à **2 661 500 806 782 FCFA**.*

### **ARTICLE 3**

*Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2015 est arrêté à **2 821 298 030 601 FCFA**.*

### **ARTICLE 4**

*Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **75 282 422 058 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.*

### **ARTICLE 5**

*Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **91 592 289 084 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.*

### **ARTICLE 6**

*Sont ratifiés les ouvertures de crédits par décret n° 2015-1988 du 29 décembre 2015, portant ouverture de crédits à titre d'avances.*

### **ARTICLE 7**

*Il est ouvert, au titre de la gestion 2015, des crédits complémentaires d'un montant de **67 640 017 903 FCFA**.*

### **ARTICLE 8**

*Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de **76 058 938 031 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2015*

### **ARTICLE 9**

*Les crédits non consommés d'un montant de **12 544 540 861 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.*

**ARTICLE 10**

Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2015 se présente comme suit:

<b>Budget Général</b>	
Recettes	2 661 500 806 782
Dépenses	2 821 298 030 601
<b>Excédents des dépenses sur les recettes</b>	<b>-159 797 223 819</b>
<b>Pertes et profits sur Comptes spéciaux du Trésor</b>	
Profits	195 096 909
Pertes	
<b>Profits nets</b>	<b>195 096 909</b>
<b>Pertes et Profits sur opérations de trésorerie</b>	
Profits	50 065 525
Pertes	2 967 601 521
<b>Perte nette</b>	<b>- 2 917 535 996</b>

**ARTICLE 11**

Le résultat du budget général pour l'année 2015 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 2 661 500 806 782 FCFA
- dépenses : 2 821 298 030 601 FCFA
- **excédent des dépenses sur les recettes : 159 797 223 819 FCFA.**

**ARTICLE 12**

Les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2015 sont définitivement arrêtés comme suit :

- Profits : 195 096 909 FCFA
- Pertes : 0 FCFA
- **Profit net : 195 096 909 FCFA.**

Les profits sur les comptes spéciaux du Trésor sont donnés au tableau en **annexe V** de la présente loi.

**ARTICLE 13**

Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2015 sont arrêtés à comme suit :

- Profits : 50 065 525 FCFA
- Pertes : 2 967 601 521 FCFA
- **Perte nette : 2 917 535 996 FCFA.**

**ARTICLE 14**

Le solde débiteur du budget général d'un montant de : **159 797 223 819 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor ;

*Les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2015, d'un montant cumulé de **195 096 909 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor ;*

*Le solde débiteur des comptes de pertes et profits sur opérations de trésorerie d'un montant de **2 917 535 996 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.*

Dakar, le 29 juin 2017

La Présidente de séance



## **ANNEXES AU PROJET DE LOI**

# **ANNEXE 1**

## **SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL**

# **ANNEXE 2**

## **SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

**DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DUBUDGET GENERAL 2015 SUR RESSOURCES INTERNES**

Section	Libelle Section	Code titre	LFI_2015 (1)	LFR_2015 (2)	Actes modificatifs (3)	ouverture de crédit	Reportis de crédits (4)	Ressources externes (5)	Crédits ouverts sur ressources internes (6)	Crédits ordonnancés (7)
10	Dettes publiques	1	598 010 000 000	598 010 000 000					598 010 000 000	628 061 580 136
	<b>Total 10</b>		<b>598 010 000 000</b>	<b>598 010 000 000</b>					<b>598 010 000 000</b>	<b>628 061 580 136</b>
21	Présidence de la République	2	7 231 946 320	7 231 946 320					7 231 946 320	8 171 983 984
	Présidence de la République	3	9 488 045 000	10 413 793 209	- 162 871 446				10 250 921 763	10 141 178 379
	Présidence de la République	4	19 012 857 000	24 243 517 500	8 460 000 000				32 703 517 500	32 703 517 500
	Présidence de la République	5	734 900 000	874 937 535	- 98 056 736		702 000 000	212 000 000	1 268 880 797	1 245 244 485
	Présidence de la République	6	27 047 000 000	28 270 529 568	8 258 000 000				36 528 529 568	36 383 529 568
	Présidence de la République	7	500 000 000	500 000 000					500 000 000	405 513 582
	<b>Total 21</b>		<b>64 014 748 320</b>	<b>71 534 724 132</b>	<b>16 457 071 816</b>		<b>702 000 000</b>	<b>212 000 000</b>	<b>88 481 796 948</b>	<b>89 053 967 498</b>
22	Assemblée Nationale	2	8 695 143 520	9 695 143 520					9 695 143 520	9 695 143 520
	Assemblée Nationale	4	4 934 506 000	4 934 506 000					4 934 506 000	4 934 506 000
	Assemblée Nationale	6	500 000 000	500 000 000			29 000 000		529 000 000	529 000 000
	<b>Total 22</b>		<b>14 129 649 520</b>	<b>15 129 649 520</b>			<b>29 000 000</b>		<b>15 158 649 520</b>	<b>15 158 649 520</b>
23	Commission Electorale Nationale Autonome	2								
	Commission Electorale Nationale Autonome	4	1 600 983 000	1 600 983 000	610 000 000				2 210 983 000	2 210 983 000
	<b>Total 23</b>		<b>1 600 983 000</b>	<b>1 600 983 000</b>	<b>610 000 000</b>				<b>2 210 983 000</b>	<b>2 210 983 000</b>
24	Conseil Economique, Social et Environnemental	2	6 851 874 724	6 851 874 724					6 851 874 724	6 887 741 843
	Conseil Economique, Social et Environnemental	4	2 002 087 000	2 002 087 000					2 002 087 000	2 002 087 000
	Conseil Economique, Social et Environnemental	6	500 000 000	500 000 000					500 000 000	500 000 000
	<b>Total 24</b>		<b>9 353 961 724</b>	<b>9 353 961 724</b>					<b>9 353 961 724</b>	<b>9 389 828 843</b>
25	Conseil Constitutionnel	2	246 868 200	246 868 200					246 868 200	177 138 805
	Conseil Constitutionnel	3	110 830 000	110 830 000					110 830 000	110 830 000
	Conseil Constitutionnel	4	500 000	500 000					500 000	500 000
	Conseil Constitutionnel	6	44 000 000	44 000 000					44 000 000	44 000 000
	<b>Total 25</b>		<b>402 198 200</b>	<b>402 198 200</b>					<b>402 198 200</b>	<b>332 468 805</b>
27	Cour Suprême	2	906 014 620	906 014 620					906 014 620	1 042 947 043
	Cour Suprême	3	769 403 000	769 403 000					769 403 000	769 403 000
	Cour Suprême	4	1 660 000	1 660 000	- 1 660 000					
	Cour Suprême	6	75 000 000	75 000 000					75 000 000	75 000 000
	<b>Total 27</b>		<b>1 752 077 620</b>	<b>1 752 077 620</b>	<b>- 1 660 000</b>				<b>1 750 417 620</b>	<b>1 887 350 043</b>
28	Cour des Comptes	2	851 379 520	851 379 520					851 379 520	811 396 039
	Cour des Comptes	3	242 879 000	238 766 560	- 46 668 192				192 098 368	189 180 038
	Cour des Comptes	4	900 000 000	900 000 000					900 000 000	900 000 000
	Cour des Comptes	5	100 000 000	100 000 000	- 21 200 000				78 800 000	78 800 000
	Cour des Comptes	6	793 000 000	793 000 000					793 000 000	793 000 000
	<b>Total 28</b>		<b>2 887 258 520</b>	<b>2 883 146 080</b>	<b>- 67 868 192</b>				<b>2 815 277 888</b>	<b>2 772 376 077</b>
30	Primature	2	1 287 465 400	1 287 465 400					1 287 465 400	2 427 985 158
	Primature	3	3 143 224 000	3 114 663 357	- 3 845 835				3 110 817 522	3 110 563 880
	Primature	4	4 260 700 000	4 992 700 000	642 850 000				5 635 550 000	5 635 550 000
	Primature	5	4 841 000 000	4 841 000 000				4 841 000 000		
	Primature	6	6 900 000 000	37 593 460 000	5 675 000 000				43 268 460 000	43 268 460 000
	<b>Total 30</b>		<b>20 432 389 400</b>	<b>51 829 288 757</b>	<b>6 314 004 165</b>			<b>4 841 000 000</b>	<b>53 302 292 922</b>	<b>54 442 559 038</b>
31	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2	16 895 589 720	17 140 200 720					17 140 200 720	10 903 056 390
	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	3	21 329 298 000	23 532 485 097	682 088 361				24 214 573 458	12 997 598 244

	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	4	5 710 634 000	8 326 929 000	146 000 000			8 472 929 000	8 251 472 363
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	5	2 450 000 000	2 461 725 516	56 000 000			2 517 725 516	737 028 841
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	6	2 000 000 000	2 500 000 000	100 000 000	400 000 000		3 000 000 000	2 600 000 000
	<b>Total 31</b>		<b>48 386 521 720</b>	<b>53 961 340 333</b>	<b>884 088 351</b>	-	<b>400 000 000</b>	<b>55 345 428 694</b>	<b>35 489 165 838</b>
32	Ministère des Forces Armées	2	71 310 135 900	78 310 135 900				78 310 135 900	90 077 065 247
	Ministère des Forces Armées	3	22 389 975 000	23 843 554 756	247 979 193			24 091 533 949	23 537 899 341
	Ministère des Forces Armées	4	2 359 687 000	2 751 386 000	38 000 000			2 789 386 000	2 789 386 000
	Ministère des Forces Armées	5	30 500 000 000	37 011 620 776	1 178 500 000	2 283 648 187		40 473 768 963	38 779 242 376
	Ministère des Forces Armées	6	500 000 000	5 246 756 250	510 000 000			5 756 756 250	5 246 756 250
	Ministère des Forces Armées	7	150 000 000	150 000 000				150 000 000	
	<b>Total 32</b>		<b>127 209 797 900</b>	<b>147 313 453 682</b>	<b>1 974 479 193</b>	-	<b>2 283 648 187</b>	<b>151 571 581 062</b>	<b>160 430 348 214</b>
33	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	2	34 523 116 600	35 523 116 600				35 523 116 600	35 111 879 512
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	3	6 250 075 000	8 291 975 525	623 800 345			8 915 775 870	8 709 513 381
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	4	4 000 000 000	4 500 000 000				4 500 000 000	4 500 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	5	19 036 000 000	18 903 005 225	200 000 000		5 056 000 000	14 047 005 225	12 349 584 082
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	6	1 020 000 000	8 720 000 000	- 550 000 000	550 000 000		8 720 000 000	3 220 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	7	200 000 000	200 000 000				200 000 000	
	<b>Total 33</b>		<b>65 029 191 600</b>	<b>76 138 087 350</b>	<b>273 800 345</b>	-	<b>550 000 000</b>	<b>5 056 000 000</b>	<b>71 906 887 695</b>
34	Ministère de la Justice	2	18 214 702 660	18 214 702 660				18 214 702 660	17 395 347 291
	Ministère de la Justice	3	5 291 939 000	5 562 662 621	- 15 042 295			5 547 620 326	5 518 822 416
	Ministère de la Justice	4	1 543 862 000	1 693 862 000	- 38 700 000			1 655 162 000	1 655 162 000
	Ministère de la Justice	5	2 593 000 000	2 704 862 477	53 888 000		639 000 000	2 119 750 477	2 050 231 789
	Ministère de la Justice	6	46 000 000	91 000 000				91 000 000	45 000 000
	<b>Total 34</b>		<b>27 689 803 660</b>	<b>28 267 089 758</b>	<b>145 706</b>	-	<b>639 000 000</b>	<b>27 628 236 463</b>	<b>26 684 543 496</b>
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	2	729 539 880	729 539 880				729 539 880	722 082 654
	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	3	375 089 000	443 416 489	- 9 752 570			433 663 919	421 304 508
	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	4	65 000 000	65 000 000				65 000 000	65 000 000
	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	5	310 000 000	309 948 300	35 000 000			344 948 300	340 404 590
	<b>Total 35</b>		<b>1 479 628 880</b>	<b>1 547 904 669</b>	<b>25 247 430</b>	-	-	<b>1 573 152 099</b>	<b>1 548 791 752</b>
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2	944 500 160	944 500 160				944 500 160	820 743 459
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	3	245 870 000	238 383 978	6 180 614			244 564 592	244 168 036

	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	4	269 920 000	299 920 000	30 000 000			329 920 000	329 920 000
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	5	445 000 000	451 995 283	- 4 180 070			447 815 213	440 260 553
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	6				35 000 000		35 000 000	35 000 000
	<b>Total 37</b>		<b>1 905 290 160</b>	<b>1 934 799 421</b>	<b>32 900 544</b>		<b>35 000 000</b>	<b>2 001 799 965</b>	<b>1 870 092 048</b>
38	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	2	162 331 180	162 331 180				162 331 180	161 187 410
	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	3	260 000 000	610 510 691	- 4 131 818			606 378 873	606 378 873
	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	5	514 000 000	512 848 997	- 3 500 000			509 348 997	508 185 967
	<b>Total 38</b>		<b>936 331 180</b>	<b>1 285 690 868</b>	<b>- 7 831 818</b>			<b>1 278 059 050</b>	<b>1 275 752 250</b>
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2	1 147 614 160	1 147 614 160				1 147 614 160	1 106 345 718
	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3	556 999 000	560 051 738	- 8 799 892	129 892 520		681 144 366	637 248 132
	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	4	183 447 000	751 448 000	425 871 750			1 177 319 750	609 286 750
	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	5	8 024 000 000	8 100 515 716	- 68 000 000		6 720 000 000	1 312 515 716	1 173 515 272
	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6	3 721 000 000	2 627 000 000	425 000 000			3 052 000 000	2 372 000 000
	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	7	950 000 000	950 000 000	36 626 457			986 626 457	791 170 701
	<b>Total 40</b>		<b>14 583 060 160</b>	<b>14 136 629 614</b>	<b>610 696 315</b>	<b>129 892 520</b>		<b>6 720 000 000</b>	<b>8 357 220 449</b>
41	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	2	555 982 020	555 982 020				555 982 020	707 177 173
	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	3	290 231 000	262 550 003	- 2 390 869			260 159 134	260 159 134
	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	4	250 000 000	250 000 000				250 000 000	250 000 000
	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	5	81 166 000 000	82 070 057 736			81 150 000 000	920 057 736	914 833 133
	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	6	85 855 000 000	76 855 000 000	- 1 942 362 634	2 500 000 000		77 412 637 366	68 641 637 366
	<b>Total 41</b>		<b>168 117 213 020</b>	<b>159 993 589 759</b>	<b>- 1 944 753 503</b>		<b>2 500 000 000</b>	<b>81 150 000 000</b>	<b>79 398 836 266</b>
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	2	1 946 471 740	1 946 471 740				1 946 471 740	1 713 919 389
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	3	1 089 753 000	1 075 179 530	- 20 616 249			1 054 563 281	1 050 880 202
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	4	20 607 126 000	20 607 126 000				20 607 126 000	20 607 126 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	5	95 958 000 000	95 950 205 388	- 100 968 606		93 323 000 000	2 526 236 782	1 944 102 957
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	6	46 035 000 000	52 850 000 000	- 5 000 000 000			47 650 000 000	47 650 000 000
	<b>Total 42</b>		<b>165 636 350 740</b>	<b>172 228 982 658</b>	<b>- 5 121 584 855</b>		<b>93 323 000 000</b>	<b>73 784 397 803</b>	<b>72 966 028 548</b>
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	2	18 986 452 980	18 986 452 980				18 986 452 980	19 169 360 884
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	3	10 528 903 000	11 598 729 529	- 236 307 085			11 362 422 444	11 268 811 213

	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	4	5 228 880 000	5 541 492 000	68 622 202			5 610 114 202	5 610 114 0	
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	5	17 383 600 000	19 044 119 230	- 794 551 742		580 000 000	348 000 000	18 481 567 488	17 021 187 1
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	6	19 945 000 000	28 036 308 000	3 641 203 038		7 343 045 268		39 020 556 306	38 720 678 8
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	7	90 450 000 000	90 450 000 000	-				90 450 000 000	90 395 604 8
	<b>Total 43</b>		<b>162 532 835 980</b>	<b>173 657 101 739</b>	<b>2 678 956 413</b>		<b>7 923 045 268</b>	<b>348 000 000</b>	<b>183 911 113 420</b>	<b>182 185 757 6</b>
44	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	2	196 524 060	196 524 060	-				196 524 060	159 334 095
	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	3	876 784 000	858 407 049	- 3 027 380				855 379 669	842 507 476
	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	4	7 572 681 000	6 072 681 000	- 1 077 015 189				4 995 665 811	4 995 665 81
	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	5	73 630 205 000	68 623 795 445	- 1 077 336 276			66 500 000 000	1 046 459 169	31 147 418
	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	6	17 369 795 000	17 219 795 000	50 000 000				17 269 795 000	17 269 795 00
	<b>Total 44</b>		<b>99 645 969 060</b>	<b>92 971 202 554</b>	<b>- 2 107 378 845</b>			<b>66 500 000 000</b>	<b>24 363 823 709</b>	<b>23 298 449 804</b>
45	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	2	1 381 843 820	1 381 843 820	-				1 381 843 820	1 291 776 201
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	3	275 464 000	268 935 067	- 1 500 620				267 434 447	267 249 797
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	4	1 480 482 000	1 909 636 100	- 19 154 100				1 890 482 000	1 890 482 000
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	5	3 876 000 000	3 883 328 917	-			3 500 000 000	383 328 917	358 507 505
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	6	4 756 000 000	4 822 096 481	10 000 000		2 000 000 000		6 832 096 481	6 822 096 481
	<b>Total 45</b>		<b>11 769 769 820</b>	<b>12 265 840 385</b>	<b>- 10 654 720</b>		<b>2 000 000 000</b>	<b>3 500 000 000</b>	<b>10 755 185 665</b>	<b>10 630 111 984</b>
46	Ministère du renouvel urbain, de l'habitat et du cadre de vie	2	1 224 942 160	1 224 942 160	-				1 224 942 160	1 141 819 541
	Ministère du renouvel urbain, de l'habitat et du cadre de vie	3	373 321 000	401 820 980	- 637 886				401 183 094	401 047 356
	Ministère du renouvel urbain, de l'habitat et du cadre de vie	4	129 000 000	129 000 000	- 14 000 000				115 000 000	115 000 000
	Ministère du renouvel urbain, de l'habitat et du cadre de vie	5	12 393 500 000	2 447 887 123	- 69 908 500			2 000 000 000	377 978 623	348 428 717
	Ministère du renouvel urbain, de l'habitat et du cadre de vie	6	17 483 000 000	17 488 292 000	- 1 950 000 000				15 538 292 000	15 178 292 000
	<b>Total 46</b>		<b>31 803 763 160</b>	<b>21 691 942 263</b>	<b>- 2 034 546 386</b>			<b>2 000 000 000</b>	<b>17 657 395 877</b>	<b>17 184 587 614</b>
47	Ministère de l'Industrie et des Mines	2	253 485 780	253 485 780	-				253 485 780	337 187 549

	Ministère de l'Industrie et des Mines	3	202 843 000	200 142 728	6 000			200 136 728	197 617 156
	Ministère de l'Industrie et des Mines	4	1 226 745 000	1 256 745 000				1 256 745 000	1 256 745 000
	Ministère de l'Industrie et des Mines	5	1 758 000 000	1 704 640 142	87 721 531		400 000 000	1 392 361 673	1 317 749 616
	Ministère de l'Industrie et des Mines	6	18 460 000 000	18 586 000 000				18 586 000 000	14 611 000 000
	<b>Total 47</b>		<b>21 901 073 780</b>	<b>22 001 013 650</b>	<b>87 715 531</b>		<b>400 000 000</b>	<b>21 688 729 151</b>	<b>17 720 289 321</b>
49	Min. Transp. Aériens	2	471 642 240	471 642 240				471 642 240	397 829 494
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	3	266 099 000	743 227 546	2 325 444			740 902 102	727 941 016
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	4	986 000 000	3 786 000 000	50 000 000			3 836 000 000	3 836 000 000
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	5	2 390 000 000	2 366 789 544	20 000 000		2 310 000 000	56 789 544	52 929 595
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	6	17 750 000 000	17 675 000 000			1 000 000 000	18 675 000 000	12 800 000 000
	<b>Total 49</b>		<b>21 863 741 240</b>	<b>25 062 659 330</b>	<b>27 674 566</b>		<b>1 000 000 000</b>	<b>23 780 333 866</b>	<b>17 814 700 105</b>
50	Ministère de l'Education Nationale	2	212 271 959 060	219 271 959 060				219 271 959 060	213 896 983 866
	Ministère de l'Education Nationale	3	115 884 697 000	116 405 427 202	302 168 363			116 707 595 565	114 734 365 516
	Ministère de l'Education Nationale	4	5 009 905 000	5 209 904 440	27 717 000			5 237 621 440	5 237 621 440
	Ministère de l'Education Nationale	5	34 545 000 000	33 017 113 141	31 130 000		17 610 000 000	15 375 983 141	14 635 735 026
	Ministère de l'Education Nationale	6	3 031 000 000	4 011 000 000			1 200 000 000	5 211 000 000	5 211 000 000
	<b>Total 50</b>		<b>376 742 561 060</b>	<b>377 915 403 843</b>	<b>298 755 363</b>		<b>1 200 000 000</b>	<b>17 610 000 000</b>	<b>361 804 159 208</b>
52	Ministère des Sports	2	1 045 813 540	1 045 813 540				1 045 813 540	956 420 147
	Ministère des Sports	3	1 587 777 000	2 577 294 164	1 290 452 007			3 867 746 171	3 863 531 982
	Ministère des Sports	4	500 275 000	1 043 675 000	898 086 611			1 941 761 611	1 941 761 611
	Ministère des Sports	5	2 250 000 000	2 250 000 000	47 951 282			2 202 048 718	2 098 983 324
	Ministère des Sports	6	500 000 000	500 000 000				500 000 000	500 000 000
	<b>Total 52</b>		<b>5 883 866 540</b>	<b>7 416 782 704</b>	<b>2 140 587 336</b>			<b>9 567 370 040</b>	<b>9 362 697 064</b>
53	Ministère de la Culture et de la Communication	2	982 448 520	982 448 520				982 448 520	935 330 608
	Ministère de la Culture et de la Communication	3	346 868 000	409 463 812	4 751 349			404 712 463	384 540 721
	Ministère de la Culture et de la Communication	4	6 143 776 000	8 930 455 410	253 832 000			9 184 287 410	9 194 862 410
	Ministère de la Culture et de la Communication	5	1 625 000 000	1 624 983 266	185 119 810		1 045 000 000	394 863 456	376 447 456
	Ministère de la Culture et de la Communication	6	3 408 000 000	3 858 000 000	210 500 000		358 000 000	4 005 500 000	3 870 500 000
	<b>Total 53</b>		<b>12 096 062 520</b>	<b>16 806 361 008</b>	<b>146 539 159</b>		<b>358 000 000</b>	<b>1 045 000 000</b>	<b>14 871 811 849</b>
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	35 983 860 980	35 983 860 980				35 983 860 980	31 927 432 077
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	3	7 515 597 000	7 422 022 368	68 077 646			7 353 944 722	7 202 342 485
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	4	34 123 245 000	36 500 245 000	291 635 000			36 791 880 000	36 775 664 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	5	46 750 000 000	45 505 781 089	1 108 169 862		2 185 776 864	29 169 000 000	17 414 387 891
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	6	10 194 000 000	10 129 000 000	90 000 000		255 000 000	10 294 000 000	10 069 000 000
	<b>Total 54</b>		<b>134 566 702 980</b>	<b>135 540 909 437</b>	<b>974 612 508</b>		<b>2 440 776 664</b>	<b>29 169 000 000</b>	<b>107 835 073 593</b>
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	2	1 285 210 660	1 285 210 660				1 285 210 660	1 308 809 580
	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	3	561 209 000	642 723 488	17 792 144			624 931 344	618 538 361
	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	4	1 499 900 000	1 499 900 000	450 000			1 499 450 000	1 499 450 000
	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la	5	3 870 000 000	3 883 062 044			3 300 000 000	583 062 044	549 944 276

	construction citoyenne									
	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	6	3 430 000 000	5 430 000 000	350 000 000	-	-	5 780 000 000	5 780 000 000	
	<b>Total 55</b>		<b>10 646 319 060</b>	<b>12 740 896 192</b>	<b>331 757 856</b>	-	-	<b>3 300 000 000</b>	<b>9 772 654 048</b>	<b>9 756 742 217</b>
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	4 931 463 440	4 931 463 440				4 931 463 440	4 537 048 655	
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	3 315 231 000	3 255 871 936	- 29 377 106			3 226 494 830	3 170 269 788	
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	4	1 101 290 000	533 257 000	- 426 024 750			107 232 250	675 265 250	
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	5	10 791 000 000	10 760 008 504	- 103 283 899		5 608 000 000	5 048 724 605	4 862 358 476	
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	6	2 017 000 000	1 397 000 000	- 510 000 000	40 000 000		927 000 000	1 577 000 000	
	<b>Total 56</b>		<b>22 156 984 440</b>	<b>20 877 600 880</b>	<b>- 1 058 685 755</b>	-	<b>40 000 000</b>	<b>5 608 000 000</b>	<b>14 240 915 125</b>	<b>14 821 942 169</b>
58	Min. Femme, Famille et Enfance	2	1 191 672 300	1 191 672 300				1 191 672 300	1 188 365 071	
	Min. Femme, Famille et Enfance	3	563 575 000	528 812 894	- 608 825			528 203 869	527 871 569	
	Min. Femme, Famille et Enfance	4	1 096 494 000	1 146 494 000	21 322 000			1 167 816 000	1 167 816 000	
	Min. Femme, Famille et Enfance	5	10 135 200 000	8 172 087 497	- 26 989 350		5 970 450 000	2 174 648 147	1 824 644 262	
	Min. Femme, Famille et Enfance	6	3 058 800 000	3 066 800 000				3 066 800 000	3 066 800 000	
	<b>Total 58</b>		<b>16 045 741 300</b>	<b>14 105 866 491</b>	<b>- 6 276 175</b>	-	-	<b>5 970 450 000</b>	<b>8 129 140 316</b>	<b>7 775 496 802</b>
59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	2	7 048 179 440	7 048 179 440				7 048 179 440	6 867 481 105	
	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	3	7 381 165 000	7 377 508 281	- 36 231 917			7 341 276 364	7 229 429 871	
	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	4	1 864 685 000	1 980 161 500	- 52 476 500			1 927 685 000	1 917 110 000	
	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	5	6 699 000 000	7 880 230 516	394 387 920		4 500 000 000	3 774 618 436	3 062 592 282	
	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	6	5 380 000 000	5 280 000 000	- 95 426 901	1 018 434 379		6 203 007 478	6 202 894 801	
	<b>Total 59</b>		<b>30 373 029 440</b>	<b>29 566 079 737</b>	<b>210 252 602</b>	-	<b>1 018 434 379</b>	<b>4 500 000 000</b>	<b>26 294 786 716</b>	<b>25 279 508 059</b>
60	Charges non réparties	2	45 265 701 116	45 021 090 116				45 021 090 116	45 930 907 924	
	Charges non réparties	3	133 643 157 000	113 907 086 042	- 8 576 534 018	12 000 000 000		117 330 552 024	138 239 271 465	
	Charges non réparties	4	91 585 212 000	65 839 235 247	- 999 013 851			66 838 249 098	57 399 598 524	
	Charges non réparties	5	28 000 000 000	13 530 525 488	- 13 245 525 488			285 000 000		
	<b>Total 60</b>		<b>298 494 070 116</b>	<b>238 297 936 893</b>	<b>- 20 823 045 655</b>	<b>12 000 000 000</b>	-	<b>229 474 891 238</b>	<b>241 569 777 913</b>	
62	Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	2	1 802 197 060	1 802 197 060				1 802 197 060	1 716 495 401	
	Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	3	909 215 000	895 944 386	1 090 642			897 035 028	895 687 781	
	Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	4	279 596 000	279 596 000				279 596 000	279 596 000	
	Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	5	9 237 000 000	9 231 848 834	- 221 364 215	250 000 000	7 151 000 000	2 109 484 619	1 943 632 212	
	Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	6	3 414 000 000	6 964 000 000				6 964 000 000	6 964 000 000	
	<b>Total 62</b>		<b>15 642 008 060</b>	<b>19 173 566 280</b>	<b>- 220 273 573</b>	-	<b>250 000 000</b>	<b>7 151 000 000</b>	<b>12 052 312 707</b>	<b>11 799 411 394</b>

63	Ministère des Postes et des Télécommunications	2	336 658 040	336 658 040				336 658 040	357 232 869
	Ministère des Postes et des Télécommunications	3	191 096 000	186 208 856				186 208 856	185 223 556
	Ministère des Postes et des Télécommunications	5	511 000 000	499 498 974	50 000 000			549 498 974	476 199 814
	<b>Total 63</b>		<b>1 038 754 040</b>	<b>1 022 365 870</b>	<b>50 000 000</b>			<b>1 072 365 870</b>	<b>1 018 656 239</b>
65	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	2	1 332 674 060	1 332 674 060				1 332 674 060	1 218 291 019
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	3	259 402 000	272 441 310	622 276			271 819 034	270 283 144
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	4	20 613 571 000	23 163 571 000	180 000 000			23 343 571 000	23 313 571 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	5	13 446 000 000	14 499 150 305			13 903 550 000	595 600 305	558 398 196
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	6	21 054 000 000	22 682 000 000	50 000 000	8 320 000 000		31 052 000 000	29 274 000 000
	<b>Total 65</b>		<b>56 705 647 060</b>	<b>61 949 836 575</b>	<b>229 377 724</b>	<b>8 320 000 000</b>	<b>13 903 550 000</b>	<b>56 595 664 399</b>	<b>54 634 643 359</b>
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	881 468 300	881 468 300				881 468 300	779 183 007
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3	238 981 000	224 696 825	1 271 159			223 425 666	223 424 118
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	4	703 822 000	1 073 822 000	150 000 000			1 223 822 000	1 223 822 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	5	29 000 000 000	27 206 870 711	40 265 392		20 700 000 000	6 466 605 319	5 367 924 264
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	6	19 313 000 000	20 134 000 000	300 000 000			20 434 000 000	17 141 000 000
	<b>Total 68</b>		<b>50 137 271 300</b>	<b>49 520 887 836</b>	<b>406 463 449</b>		<b>20 700 000 000</b>	<b>29 229 321 285</b>	<b>24 735 353 389</b>
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	2	490 052 440	490 052 440				490 052 440	521 982 775
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	3	2 599 972 000	2 727 196 729	46 001 923			2 681 194 806	2 671 459 732
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	4	93 255 458 000	108 535 458 000	599 999 000			109 135 457 000	101 646 102 836
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	5	25 697 000 000	22 322 518 982	285 950 333		13 282 000 000	8 754 568 649	7 349 678 460
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	6	8 155 000 000	10 355 000 000		1 885 000 000		12 240 000 000	10 040 000 000
	<b>Total 75</b>		<b>130 197 482 440</b>	<b>144 430 226 151</b>	<b>265 046 744</b>		<b>1 885 000 000</b>	<b>13 282 000 000</b>	<b>133 301 272 896</b>
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	2	135 073 680	135 073 680				135 073 680	162 170 977
	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	3	139 970 000	137 781 257	210 847			137 570 410	136 183 910
	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	4	4 987 078 000	5 337 078 000	132 005 000			5 469 083 000	5 469 083 000

	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	5	15 762 000 000	15 762 000 000				15 762 000 000		
	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	6	10 000 000 000	10 000 000 000	227 000 000				10 227 000 000	7 727 000 000
	<b>Total 82</b>		<b>31 024 121 680</b>	<b>31 371 932 937</b>	<b>358 794 153</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 762 000 000</b>	<b>15 968 727 090</b>	<b>13 494 437 887</b>
Total au global			<b>2 989 032 000 000</b>	<b>2 916 689 000 000</b>	<b>36 416 467</b>	<b>12 129 892 520</b>	<b>32 834 904 498</b>	<b>405 000 000 000</b>	<b>2 566 790 213 475</b>	<b>2 515 867 951 477</b>

**ANNEXE III**  
**SITUATION DE L'EXECUTION**  
**DES COMPTES SPECIAUX**  
**DU TRESOR**

## SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR GESTION 2015

LIBELLES	LFI	LFR 1	Modifications	Total crédits ouverts	Ordonnancements pris en charge
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>					
96.101 Fonds national de retraite	68 000 000 000	68 000 000 000		68 000 000 000	79 850 203 488
96.102 Frais de cont. des sociétés à particip publique	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	405 513 582
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	950 000 000	950 000 000	36 626 457	986 626 457	791 170 701
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>69 650 000 000</b>	<b>69 650 000 000</b>	<b>36 626 457</b>	<b>69 686 626 457</b>	<b>81 046 887 771</b>
<b>Comptes de commerce</b>					
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Comptes de prêts</b>					
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	0	800 000 000	0
96.504 Autres Prêts à divers organismes	0	0		0	
96.505 Prêts à divers organismes	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	845 198 330
96.507 Prêts aux particuliers	16 000 000 000	16 000 000 000	0	16 000 000 000	9 700 202 983
<b>Sous-total</b>	<b>17 650 000 000</b>	<b>17 650 000 000</b>	<b>0</b>	<b>17 650 000 000</b>	<b>10 545 401 313</b>
<b>Comptes d'avances</b>					
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	0	800 000 000	
96.609 Avances à 1 an à divers agents	0	0	0	0	
<b>Sous-total</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Comptes de garantie et aval</b>					
96.701 Garanties et Avals	4 000 000 000	4 000 000 000		4 000 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>		<b>4 000 000 000</b>	
<b>Total général</b>	<b>92 250 000 000</b>	<b>92 250 000 000</b>	<b>36 626 457</b>	<b>92 286 626 457</b>	<b>91 592 289 084</b>

## DEVELOPPEMENT DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR GESTION 2015

<i>LIBELLES</i>	<i>LFI</i>	<i>LFR 1</i>	<i>Modifications</i>	<i>Total Prévisions</i>	<i>Réalisations</i>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>					
96.101 Fonds national de retraite	68 000 000 000	68 000 000 000		68 000 000 000	64 592 237 866
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	441 650 561
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	950 000 000	950 000 000	36 626 457	986 626 457	949 487 631
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000	200 000 000		200 000 000	643 000
<b>Sous-total</b>	<b>69 650 000 000</b>	<b>69 650 000 000</b>	<b>36 626 457</b>	<b>69 686 626 457</b>	<b>65 984 019 058</b>
<b>Comptes de commerce</b>					
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	150 000 000		150 000 000	0
<b>Sous-total</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Comptes de prêts</b>					
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000		800 000 000	0
96.504 Autres prêts à divers organismes					
96.505 Prêts à divers organismes	850 000 000	850 000 000		850 000 000	845 199 000
96.507 Prêts aux particuliers	16 000 000 000	16 000 000 000		16 000 000 000	8 453 204 000
<b>Sous-total</b>	<b>17 650 000 000</b>	<b>17 650 000 000</b>	<b>0</b>	<b>17 650 000 000</b>	<b>9 298 403 000</b>
<b>Comptes d'avances</b>					
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000		800 000 000	0
96.607 Avances à 1 an à divers organismes	0	0		0	
<b>Sous-total</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>0</b>	<b>800 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Comptes de garantie et aval</b>		0			
96.701 Garanties et Avals	4 000 000 000	4 000 000 000		4 000 000 000	0
<b>Sous-total</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 000 000 000</b>	
<b>Total général</b>	<b>92 250 000 000</b>	<b>92 250 000 000</b>	<b>36 626 457</b>	<b>92 286 626 457</b>	<b>75 282 422 058</b>

**ANNEXE IV**  
**SITUATION DES CREDITS NON**  
**CONSOMMES ET DES**  
**DEPASSEMENTS PAR SECTION ET**  
**PAR TITRE**

Libelle Section	Code titre	Disponible	Dépassement
Dettes publiques	1		- 30 051 580 136
Présidence de la République	2		- 340 037 664
Présidence de la République	3	109 743 384	
Présidence de la République	4	-	
Présidence de la République	5	18 636 312	
Présidence de la République	6	145 000 000	
Assemblée Nationale	2	-	
Assemblée Nationale	4	-	
Assemblée Nationale	6	-	
Commission Electorale Nationale Autonome	2	-	
Commission Electorale Nationale Autonome	4	-	
Conseil Economique, Social et Environnemental	2		- 35 867 119
Conseil Economique, Social et Environnemental	4	-	
Conseil Economique, Social et Environnemental	6	-	
Conseil Constitutionnel	2	69 729 395	
Conseil Constitutionnel	3	-	
Conseil Constitutionnel	4	-	
Conseil Constitutionnel	6	-	
Cour Suprême	2		- 136 932 423
Cour Suprême	3	-	
Cour Suprême	4	-	
Cour Suprême	6	-	
Cour des Comptes	2	39 983 481	
Cour des Comptes	3	2 918 330	
Cour des Comptes	4	-	
Cour des Comptes	5	-	
Cour des Comptes	6	-	
<b>Total</b>		<b>42 901 811</b>	
Primature	2		- 1 140 519 758
Primature	3	253 642	
Primature	4	-	
Primature	5	-	
Primature	6	-	
<b>Total</b>		<b>253 642</b>	<b>1 140 519 758</b>
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2	6 237 144 330	
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	3	11 216 975 214	
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	4	221 456 637	
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	5	1 780 696 675	
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	6	400 000 000	

Ministère des Forces Armées	2		11 766 929
Ministère des Forces Armées	3	553 634 608	347
Ministère des Forces Armées	4	-	
Ministère des Forces Armées	5	1 694 526 587	
Ministère des Forces Armées	6	510 000 000	
<b>Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique</b>			
Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	2	411 237 088	
Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	3	206 262 489	
Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	4	-	
Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	5	1 697 421 143	
Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	6	5 500 000 000	
<b>Ministère de la Justice</b>			
Ministère de la Justice	2	819 355 369	
Ministère de la Justice	3	28 797 910	
Ministère de la Justice	4	-	
Ministère de la Justice	5	69 518 688	
Ministère de la Justice	6	46 000 000	
<b>Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public</b>			
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	2	7 457 226	
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	3	12 359 411	
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	4	-	
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	5	4 543 710	
<b>Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions</b>			
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2	123 756 701	
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	3	396 556	
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	4	-	
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	5	7 554 660	
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	6	-	
<b>Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance</b>			
Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	2	1 143 770	
Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	3	-	
Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	5	1 163 030	
<b>Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>			
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2	41 268 442	
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3	43 896 234	
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	4	568 033 000	
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	5	139 000 444	
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6	680 000 000	
<b>Totaux 40</b>			
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	2		151 195 153
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	3	-	
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	4	-	
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	5	5 224 603	
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	6	8 771 000 000	

Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2	232 552 361	
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	3	3 683 079	
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	4	-	
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	5	582 133 825	
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	6	-	
<b>Ministère de l'Économie, des Finances et du plan</b>			
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	2		182 907 904
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	3	93 611 231	
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	4	202	
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	5	1 460 380 333	
Ministère de l'Économie, des Finances et du plan	6	299 876 484	
<b>Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables</b>			
Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables	2	37 189 965	
Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables	3	12 872 193	
Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables	4	-	
Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables	5	1 015 311 751	
Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables	6	-	
<b>Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME</b>			
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	2	90 067 619	
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	3	184 650	
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	4	-	
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	5	24 821 412	
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	6	10 000 000	
<b>Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie</b>			
Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	2	83 122 619	
Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	3	135 738	
Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	4	-	
Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	5	29 549 906	
Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	6	360 000 000	
<b>Total</b>			
Ministère de l'Industrie et des Mines	2		83 701 769
Ministère de l'Industrie et des Mines	3	2 519 572	
Ministère de l'Industrie et des Mines	4	-	
Ministère de l'Industrie et des Mines	5	74 612 057	
Ministère de l'Industrie et des Mines	6	3 975 000 000	
<b>Total</b>			
Min. Tourisme et Transp. Aériens	2	73 812 746	
Min. Tourisme et Transp. Aériens	3	12 961 086	
Min. Tourisme et Transp. Aériens	4	-	
Min. Tourisme et Transp. Aériens	5	3 859 949	
Min. Tourisme et Transp. Aériens	6	5 875 000 000	
<b>Total</b>			
Ministère de l'Éducation Nationale	2	5 374 975 174	
Ministère de l'Éducation Nationale	3	1 973 230 049	

Ministère de l'Education Nationale	4	-	
Ministère de l'Education Nationale	5	740 248 115	
Ministère de l'Education Nationale	6	-	
<b>Ministère des Sports</b>			
Ministère des Sports	2	87 393 393	
Ministère des Sports	3	4 214 189	
Ministère des Sports	4	-	
Ministère des Sports	5	103 065 394	
Ministère des Sports	6	-	
<b>Ministère de la Culture et de la Communication</b>			
Ministère de la Culture et de la Communication	2	47 117 912	
Ministère de la Culture et de la Communication	3	20 171 742	
Ministère de la Culture et de la Communication	4	-	10 575 000
Ministère de la Culture et de la Communication	5	18 416 000	
Ministère de la Culture et de la Communication	6	135 000 000	
<b>Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>			
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	4 056 428 903	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	3	151 602 237	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	4	16 216 000	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	5	6 208 805 595	
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	6	235 000 000	
<b>Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne</b>			
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	2	-	23 598 920
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	3	6 392 983	
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	4	-	
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	5	33 117 768	
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	6	-	
<b>Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>			
Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	394 414 785	
Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	56 225 042	
Ministère de l'Environnement et du développement durable	4	-	568 033 000
Ministère de l'Environnement et du développement durable	5	186 366 129	
Ministère de l'Environnement et du développement durable	6	-	650 000 000
		637 005 956	1 218 033 000
<b>Min. Femme, Famille et Enfance</b>			
Min. Femme, Famille et Enfance	2	3 307 229	
Min. Femme, Famille et Enfance	3	332 300	
Min. Femme, Famille et Enfance	4	-	
Min. Femme, Famille et Enfance	5	350 003 885	
Min. Femme, Famille et Enfance	6	-	
		353 643 414	
<b>Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat</b>			
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	2	180 698 335	
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	3	111 846 493	
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	4	10 575 000	
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	5	712 026 154	
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	6	112 677	
<b>Total</b>		<b>1 015 258 659</b>	
Charges non Réparties	2	-	909 817 808
Charges non Réparties	3	-	20 908 719 441

Charges non Réparties	4	9 438 650 574	
Charges non Réparties	5	285 000 000	
<b>Ministère de l'Elevage et des Productions Animales</b>			
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2	85 701 659	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	3	1 347 247	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	4	-	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	5	165 852 407	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6	-	
<b>Ministère des Postes et des Télécommunications</b>			
Ministère des Postes et des Télécommunications	2		- 20 574 829
Ministère des Postes et des Télécommunications	3	*985 300 *	
Ministère des Postes et des Télécommunications	5	73 299 160	
<b>Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire</b>			
Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	2	114 383 041	
Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	3	1 535 890	
Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	4	30 000 000	
Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	5	37 202 109	
Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	6	1 778 000 000	
<b>Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>			
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	102 285 293	
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3	1 548	
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	4	-	
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	5	1 098 681 055	
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	6	3 293 000 000	
<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>			
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	2		- 31 930 335
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	3	9 735 074	
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	4	7 489 354 164	
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	5	1 404 890 189	
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	6	2 200 000 000	
<b>Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat</b>			
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	2		- 27 097 297
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	3	1 386 500	
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	4	-	
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	5	-	
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	6	2 500 000 000	
<b>Total</b>		<b>2 501 386 500</b>	<b>- 19 252 530</b>
		<b>107 867 922 530</b>	<b>16 784 017 900</b>

**ANNEXE V**  
**SITUATION DES TRANSFERTS ET VIREMENTS DE**  
**CREDITS PAR SECTION ET PAR TITRE**

Code section	Libellé Section	code titre	Augmentation	Diminution
21	Présidence de la République	3	410 000 000	- 310 000 000
		4	8 520 000 000	- 50 000 000
		5	17 000 000	- 17 000 000
		6	1 258 000 000	
		7	54 000 000	- 54 000 000
<b>Total 21</b>			<b>10 259 000 000</b>	<b>- 431 000 000</b>
23	Commission Electorale Nationale Autonome	4	610 000 000	
<b>Total 23</b>			<b>610 000 000</b>	
28	Cour des Comptes	5*	22 000 000	- 22 000 000
<b>Total 28</b>			<b>22 000 000</b>	<b>- 22 000 000</b>
30	Primature	3	72 912 081	- 72 912 081
		4	742 950 000	- 100 000 000
		6	2 675 000 000	
<b>Total 30</b>			<b>3 490 862 081</b>	<b>- 172 912 081</b>
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	3	1 008 394 000	- 296 894 000
		4	150 000 000	
		5	1 513 500 000	- 1 457 500 000
		6	100 000 000	
<b>Total 31</b>			<b>2 771 894 000</b>	<b>- 1 754 394 000</b>
32	Ministère des Forces Armées	3	306 000 000	- 56 000 000
		4	50 000 000	
		5	200 000 000	
		6	10 000 000	
<b>Total 32</b>			<b>566 000 000</b>	<b>- 56 000 000</b>
33	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	3	867 356 725	- 223 650 295
		5	361 151 120	- 161 151 120
<b>Total 33</b>			<b>1 228 507 845</b>	<b>- 384 801 415</b>
34	Ministère de la Justice	3	368 962 890	- 301 744 000
		5	53 888 000	
<b>Total 34</b>			<b>422 850 890</b>	<b>- 301 744 000</b>
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	5	113 000 000	- 8 000 000
<b>Total 35</b>			<b>113 000 000</b>	<b>- 8 000 000</b>
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	3	6 180 614	
		4	45 000 000	- 15 000 000
		5	16 519 930	- 15 000 000
<b>Total 37</b>			<b>67 700 544</b>	<b>- 30 000 000</b>
38	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	5	71 262 106	- 71 262 106
<b>Total 38</b>			<b>71 262 106</b>	<b>- 71 262 106</b>
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3	1 673 000	- 1 673 000
<b>Total 40</b>			<b>1 673 000</b>	<b>- 1 673 000</b>
41	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	6	150 000 000	
<b>Total 41</b>			<b>150 000 000</b>	
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	5	160 096 053	- 141 792 401
<b>Total 42</b>			<b>160 096 053</b>	<b>- 141 792 401</b>
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	3	1 603 962 164	- 1 468 369 399
		4	68 622 202	

		5	1 553 201 465	-	1 364 099 971
		6	10 521 143 266	-	4 690 000 000
<b>Total 43</b>			<b>13 746 929 097</b>	-	<b>7 522 469 370</b>
<b>44</b>	<b>Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables</b>	3	4 500 000	-	4 500 000
		5	9 500 000	-	9 500 000
		6	50 000 000		
<b>Total 44</b>			<b>64 000 000</b>	-	<b>14 000 000</b>
<b>45</b>	<b>Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME</b>	5	19 367 431	-	19 367 431
		6	10 000 000		
<b>Total 45</b>			<b>29 367 431</b>	-	<b>19 367 431</b>
<b>46</b>	<b>Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie</b>	3	4 500 000	-	4 500 000
		5	60 300 000	-	60 300 000
		6	250 000 000		
<b>Total 46</b>			<b>314 800 000</b>	-	<b>64 800 000</b>
<b>47</b>	<b>Ministère de l'Industrie et des Mines</b>	5	184 072 222	-	96 350 691
<b>Total 47</b>			<b>184 072 222</b>	-	<b>96 350 691</b>
<b>49</b>	<b>Min. Tourisme et Transp. Aériens</b>	3	1 700 000	-	1 700 000
		4	50 000 000		
<b>Total 49</b>			<b>51 700 000</b>	-	<b>1 700 000</b>
<b>50</b>	<b>Ministère de l'Education Nationale</b>	3	516 172 500		
		4	68 250 000	-	40 533 000
<b>Total 50</b>			<b>584 422 500</b>	-	<b>40 533 000</b>
<b>52</b>	<b>Ministère des Sports</b>	3	1 301 000 000		
		4	505 000 000	-	100 000 000
		5	25 000 000	-	25 000 000
<b>Total 52</b>			<b>1 831 000 000</b>	-	<b>125 000 000</b>
<b>53</b>	<b>Ministère de la Culture et de la Communication</b>	3	667 998		
		4	256 000 000		
		5	100 000 000	-	100 000 000
		6	135 000 000		
<b>Total 53</b>			<b>491 667 998</b>	-	<b>100 000 000</b>
<b>54</b>	<b>Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>	3	170 793 500	-	78 793 500
		4	292 000 000		
		5	208 000 000		
		6	135 000 000		
<b>Total 54</b>			<b>805 793 500</b>	-	<b>78 793 500</b>
<b>55</b>	<b>Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne</b>	6	350 000 000		
<b>Total 55</b>			<b>350 000 000</b>		
<b>56</b>	<b>Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>	3	1 721 940		
		5	35 949 210	-	35 240 000
<b>Total 56</b>			<b>37 671 150</b>	-	<b>35 240 000</b>
<b>58</b>	<b>Min. Femme, Famille et Enfance</b>	3	2 000 000		
		4	25 000 000		
<b>Total 58</b>			<b>27 000 000</b>		
<b>59</b>	<b>Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat</b>	3	185 153 040	-	184 453 000
		4	50 000 000		
		5	415 502 620	-	20 000 000
		6	60 000 000		
<b>Total 59</b>			<b>710 655 660</b>	-	<b>204 453 000</b>

60	Charges non Réparties	3	2 566 702 275	-	18 586 161 674
		4	1 125 421 190	-	1 125 421 190
		5	1 000 000 000	-	13 945 525 488
<b>Total 60</b>			<b>4 692 123 465</b>	-	<b>33 657 108 352</b>
62	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	3	1 250 020		
		5	28 635 785		
<b>Total 62</b>			<b>29 885 805</b>		
63	Ministère des Postes et des Télécommunications	5	50 000 000		
<b>Total 63</b>			<b>50 000 000</b>		
65	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	3	94 000		
		4	180 000 000		
		5	54 500 000	-	54 500 000
		6	1 050 000 000	-	1 000 000 000
<b>Total 65</b>			<b>1 284 594 000</b>	-	<b>1 054 500 000</b>
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3	150 000		
		4	150 000 000		
		5	60 000 000		
<b>Total 68</b>			<b>210 150 000</b>		
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	4	600 000 000		
<b>Total 75</b>			<b>600 000 000</b>		
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	4	132 005 000		
		6	227 000 000		
<b>Total 82</b>			<b>359 005 000</b>		
<b>Total général</b>			<b>46 389 684 347</b>	-	<b>46 389 894 347</b>

# **ANNEXE VI**

## **PERTES ET PROFITS**

**PERTES ET PROFITS SUR COMPTE SPECIAUX DU TRESOR**

	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Profit</b>
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	441 650 561	405 513 582	36 136 979
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	949 487 631	791 170 701	158 316 930
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	643 000	0	643 000
<b>Total</b>	<b>1 391 781 192</b>	<b>1 196 684 283</b>	195 096 909

**PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE**

<b>Libellés</b>	<b>Profits</b>	<b>Pertes</b>
Rhone Med	13 124 728	
CIE Eur, d'Assurances	5 100 000	
la CAMAT	22 485 766	
la Baloise	3 663 263	
GAN VIE	5 691 768	
Remises aux débitants de timbres		29 160 021
Litiges douaniers à régulariser		586 491 237
Commissions/remboursement Banques intermédiaires		1 200 997 179
Divers frais et accessoires/emprunts		1 150 953 084
<b>TOTAL</b>	<b>50 065 525</b>	<b>2 967 601 521</b>